

LES
CAHIERS DE
L'ANTIDOTE N°6

SPÉCIAL
ÉTATS-UNIS : L'ÉLECTION DE TOUS LES DANGERS

ÉDITIONS
SYLLEPSE
Des livres pour aller plus loin que l'impossible

Rencontre
débat : États-Unis,
l'élection
de
tous
les
dangers

avec
Dan
La Botz
et
Simon
Ridley

29
OCTOBRE
2020
18 H 30

débat
animé
par les
éditions
Syllepse

En direct sur
Facebook
<https://www.facebook.com/editions.syllepse.7/live/>

POUR PARTICIPER À LA RENCONTRE,
CLIQUER SUR L'AFFICHETTE

ÉDITIONS
SYLLEPSE

TABLE DES MATIÈRES

LE RISQUE AMÉRICAIN

3

L'ÉLECTION LA PLUS IMPORTANTE DU SIÈCLE

5

L'ADMINISTRATION TRUMP S'ATTAQUE À LA PROTECTION DES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

21

SELON DES EXPERTS, TRUMP ET SES ALLIÉS SABOTENT DÉJÀ LES ÉLECTIONS

24

LE FREE SPEECH MOVEMENT DE BERKELEY, 56 ANS APRÈS

27

LES FEMMES DE MÉNAGE DES HÔTELS BRISENT LE SILENCE SUR LES AGRESSIONS

37

WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=ND8JDBWRE78&FEATURE=YOUTU.BE

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, N°6, 18 OCTOBRE 2020

ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES RIGOLES, PARIS, 75020

ICONOGRAPHIE : DR

LE RISQUE AMÉRICAIN

PATRICK LE TRÉHONDAT

Il y a déjà bien longtemps que les éditions Syllepse ont traversé l'Atlantique. C'est au cours d'un de ces voyages, au début des années 1990, que nous avons découvert les discours enflammés du sénateur Bernie Sanders lors d'une conférence qu'avait organisée la revue de la gauche syndicale américaine *Labor Notes*. «*C'est le seul sénateur socialiste*», insistaient, pas peu fier·es, nos ami·es américain·es devant notre surprise. Nous revenions alors de ces pérégrinations états-uniennes, avec des valises en surpoids de journaux, livres et brochures. Matériaux qui devaient alimenter les sommaires de la revue *L'Autre Amérique* que nous allions éditer pendant six années (1992-1998) pendant lesquelles nous avons proposé à lire chaque trimestre contributions, articles, et déclarations de l'Amérique de la contestation, une Amérique trop souvent ignorée par notre gauche hexagonale.

Les années suivantes, notre catalogue s'est enrichi d'autres titres consacrés aux États-Unis avec toujours le souci de ne pas se limiter à la dénonciation des méfaits de la première puissance impérialiste mondiale mais de mettre en valeur la richesse de l'expérience sociale accumulée par les exploité·es et les opprimé·es dans leur combat au cœur de la citadelle. Jusqu'à l'ouverture de la collection «*Radical America*» en 2012, où figure la magnifique biographie de Malcolm X du regretté Manning Marable¹.

Cette attention constante portée aux États-Unis ne pouvait pas ignorer les enjeux que représente la pro-

chaine élection présidentielle. C'est pourquoi nous consacrons ce sixième numéro des *Cahiers de l'antidote* à ce qui est plus qu'un évènement électoral. Dan La Botz, dans la contribution que nous publions, nous avertit sur le danger du cours ultra-autoritaire, voire de dictature, que pourrait ouvrir la réélection de Donald Trump. Dans son ouvrage *Le nouveau populisme américain* (Syllepse, 2018), il nous rappelait déjà que bien avant Trump les États-Unis avaient connu de puissants courants politiques autoritaires et que celui-ci y avait trouvé son inspiration, reprenant souvent mot par mot leur logorrhée. Cette résurgence antidémocratique, ajoutait-il, constitue également un signe de la profonde crise de l'idéologie dominante et des classes au pouvoir à asseoir un encadrement idéologique efficace et donc à produire des directions politiques stables. Face à cette involution, la gauche, et plus fondamentalement les exploité·es et les opprimé·es sont entré·es en résistance sans réellement disposer d'outils qui leur permettent d'organiser une contre-offensive efficace. Les syndicats, trop souvent dirigés par des bureaucraties corrompues, sont faibles en nombre de membres et impuissants en termes de stratégie. Les mouvements sociaux sont en butte à une sévère répression et peinent à acquérir une base de masse suffisante pour se faire entendre. Reste l'incroyable capacité de mobilisation qu'ont démontrée différents secteurs de la population depuis que Trump a été élu. Dès son installation à la Maison Blanche, il a dû faire face à la Marche des femmes qui a rassemblé plus de 500 000 manifestant·es à Washington et des centaines de milliers d'autres dans tout le pays. Plus récemment, suite à l'assassinat de Georges Floyd par des policiers blancs, les manifestations antiracistes

1. Manning Marable, *Malcolm X, une vie de réinventions*, Paris, Syllepse, 2014.

massives, sous l'égide du Black Live Matter, ont démontré la capacité d'autodéfense sociale de nombreux secteurs de la société américaine, en particulier ici de la communauté noire. Cependant, ces résistances sont démunies de perspective politique indépendante. Leur seul recours pour changer le cours des choses reste le vote démocrate, et dans les prochains jours celui d'un Joe Biden qui ne s'était pas ému outre mesure des meurtres de citoyens noirs, dans des conditions aussi terribles qu'a pu connaître Floyd, alors qu'il occupait le poste de vice-président de Barack Obama.

Ces remarques pessimistes relèveraient de la myopie, si nous n'ajoutions pas que la lutte de classe aux États-Unis n'a de cesse. L'année dernière un puissant mouvement d'enseignant·es a remporté une victoire historique pour l'amélioration des conditions de travail, obtenu une augmentation des salaires et, sujet clé pour les classes dominantes, a fait obstacle

à la privatisation de l'enseignement public. Depuis le déclenchement de la crise sanitaire en raison du Covid-19, le front des luttes s'est notamment déplacé dans les hôpitaux où les infirmières et leur syndicat – National Nurses United – se battent pied à pied pour défendre un système de soins au service des malades et non du profit. Dans ces conditions, la défaite de Trump à l'élection présidentielle apparaît comme une condition nécessaire, mais elle ne sera pas suffisante. L'affirmation de mouvements sociaux dotés de leur propre programme, élaboré démocratiquement, mais capables de s'unir dans une large alliance sociale d'ampleur autour d'un projet émancipateur, reste à l'ordre du jour. En pleine indépendance vis-à-vis du Parti républicain, est-il utile de le préciser, mais également du Parti démocrate, qui, fondamentalement, lorsqu'il se retrouve au pouvoir sert au mieux les intérêts des classes dominantes et s'évertue à protéger le système de domination.



L'ÉLECTION LA PLUS IMPORTANTE DU SIÈCLE

DAN LA BOTZ¹

L'élection présidentielle américaine, qui aura lieu le 3 novembre, sera la plus importante depuis les années 1930. Elle déterminera si la démocratie américaine – telle qu'elle existe – continue d'exister ou s'il adviendra un gouvernement autoritaire, voire une dictature. Le président Donald Trump, de plus en plus autoritaire et raciste, a polarisé le pays, en encourageant la croissance d'un mouvement nationaliste de militants blancs de droite, qui comprend des organisations armées quasi fascistes. Trump a déclaré qu'il n'accepterait pas nécessairement les résultats de l'élection et on peut craindre qu'il ne revendique la victoire, quel que soit le gagnant, et qu'il utilise son autorité pour rester au pouvoir. Tous les grands médias d'information et médias sociaux discutent actuellement de la possibilité d'un coup d'État.

La plupart des sondages montrent que le démocrate Joseph Biden doit emporter l'élection avec environ 50% des voix contre 40% pour Trump (1^{er} octobre); le *Financial Times* le voit gagner le collège électoral² avec 279 voix contre 125. Mais on peut également craindre que les élections elles-mêmes soient chaotiques, que les bulletins de vote par correspondance ne puissent pas être comptabilisés ou soient perdus,

1. Syndicaliste, cofondateur de Teamsters for a Democratic Union (tendance démocratique du syndicat des routiers), journaliste. Auteur de *Le nouveau populisme américain : résistances et alternatives à Trump*, Paris, Syllepse, 2018.

2. NdT : Ses membres, les grands électeurs, élus par les Américain·es désignent le président et le vice-président des États-Unis.

qu'il y ait de longues files d'attente aux bureaux de vote et que le décompte final soit retardé. Trump a suggéré que ses partisans puissent perturber les lieux de scrutin et intimider les électeurs, comme certains l'ont déjà fait.

Récemment, après le décès de la juge Ruth Bader Ginsburg, Trump s'est empressé de nommer une troisième juge à la Cour suprême qui pourrait non seulement annuler l'arrêt *Roe v. Wade*, qui avait légalisé l'avortement, mais aussi éliminer la loi sur les «soins abordables», connue sous le nom d'Obamacare. Elle pourrait également décider de la prochaine élection présidentielle. Sa candidate, la conservatrice catholique Amy Comey Barrett, a travaillé sur l'affaire Bush contre Gore qui a décidé l'élection en Floride de 2000 et a abouti à la nomination de George W. Bush à la présidence au détriment du démocrate Al Gore. La nomination de Barrett est maintenant pour confirmation devant le Sénat contrôlé par les républicains.

La gauche américaine, faible en nombre et en audience, malgré le développement récent des Democratic Socialists of America (DSA), est divisée face aux élections; si la plupart de ses membres voteront pour Biden, certains soutiennent le candidat du Parti vert, Howie Hawkins, et d'autres rejettent toute participation à cette élection. Des mouvements pour la défense de l'intégrité du processus électoral et un décompte équitable des voix sont apparus dans plusieurs États. Dans certains endroits, on se prépare à défendre le pays contre un coup d'État, en particulier après que le Federal Bureau of Investigation (FBI) ait

découvert début octobre un complot visant à kidnapper le gouverneur Gretchen Witmer et à renverser le gouvernement du Michigan. Treize membres d'une milice armée ont été arrêtés. Personne ne s'attend à ce que l'élection se passe dans le calme.

Cette élection déroule dans un contexte d'une série de crises sans précédent. Nous aborderons d'abord les crises – sanitaires et économiques – et le déclin de la qualité de vie, puis nous nous tournerons vers les luttes sociales qui ont eu lieu depuis le début des crises, les divisions dans la classe dirigeante américaine et enfin nous traiterons l'élection elle-même et les perspectives d'avenir.

LES CRISES ET LE DÉCLIN DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Sous Trump, les États-Unis connaissent actuellement une catastrophe nationale, avec une pandémie qui a coûté des centaines de milliers de vies et une dépression économique qui a plongé des millions de personnes dans la pauvreté. La qualité de vie aux États-Unis continue de se dégrader, comme elle l'a fait depuis mars, lorsque le Covid-19 a commencé à se propager. La pandémie demeure incontrôlée dans la plupart des États et endémique dans d'autres. Au 1^{er} octobre, on comptait 206 852 décès dus au coronavirus, ce qui signifie que les États-Unis, avec 4% de la population mondiale, cumulent 20% de tous les décès causés par la pandémie dans le monde.

Le gouvernement fédéral et ceux des États ont, dans l'ensemble, complètement échoué dans la lutte contre la maladie. À la suite d'une série de réunions à la Maison Blanche et de meetings de campagne sans masque ni distanciation physique, Trump lui-même est tombé malade et a dû être hospitalisé. Sa femme Melania, 34 assistant·es de la Maison Blanche, un

général et un amiral, trois sénateurs et plusieurs fonctionnaires ont été également contaminés. Le président n'a pas pu protéger sa propre famille, ses ami·es et ses adeptes, et sa gestion imprudente de la maladie a provoqué l'apparition de clusters.

Il n'y a toujours pas de plan national, les tests sont insuffisants et nous avons peu de dépistages, le virus continue de se répandre dans tout le pays avec de nouveaux clusters et des décès allant de 800 à 1 000 par jour. En outre, une étude récente conclut que seulement environ 10% de la population du pays a des anticorps indiquant une exposition à la maladie, de sorte que le virus va continuer à se propager dans toute la population.

Les écoles de nombreuses régions du pays viennent de rouvrir et il est probable que cela mène à de nouvelles épidémies puisque les enfants communiquent la maladie entre eux, à leurs enseignant·es et aux parents. L'arrivée du froid dans une grande partie du pays devrait également compliquer la situation avec des cas de grippe saisonnière qui ont causé 34 000 décès en 2019. Aucun vaccin contre le coronavirus n'est prévu avant la fin de l'année et si un vaccin sûr est mis au point, la distribution à l'ensemble de la population ne pourrait pas avoir lieu avant l'été 2021.

La tentative pour contenir la pandémie de coronavirus en fermant les entreprises a également mené à la plus grande crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930. Depuis le 15 mars, 62 millions de personnes se sont inscrites au chômage, principalement en raison de la pandémie de Covid-19 et environ 900 000 continuent de s'inscrire chaque semaine. Bien sûr, certaines personnes sont retournées au travail. Le ministère du travail des États-Unis a signalé au début du mois de septembre que 13,6 millions soit 8,4% des salarié·es étaient sans emploi, mais le chiffre réel est sans aucun doute

plus élevé que le rapport officiel, certains l'estimant à plus de 11%. Quelque 10,6 millions d'emplois ont été créés récemment, mais les travailleur·euses trouvent actuellement les emplois à un rythme plus lent qu'entre juin et août. La poursuite de la propagation du virus et sa réapparition dans divers États où il semblait avoir été contenu signifient que l'amélioration de l'économie sera lente et inégale.

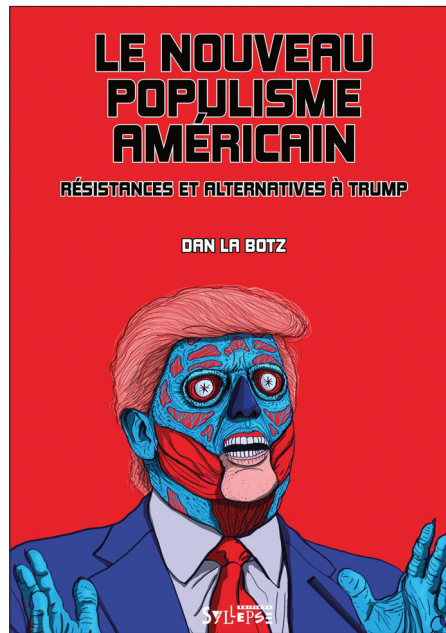
La pandémie a touché les salarié·es de façon très inégale. De nombreux cols blancs, et peut-être la plupart d'entre eux, ont pu travailler en télétravail. Les travailleur·euses des industries essentielles – hôpitaux, garderies, agriculture, transformation des aliments, épicerie, eau et déchets, énergie, transport et quelques autres secteurs – ont été plus exposé·es, les cas de contamination dans ces secteurs ont été plus nombreux ainsi que les décès. Bon nombre de ces travailleur·euses essentiel·les sont des femmes, des Noir·es, des Latino·as et des immigrant·es, avec ou sans-papiers. La proportion de décès de Noir·es et de Latino·as a largement dépassé leur proportion dans la population. La crise économique a également entraîné une crise budgétaire qui a provoqué des compressions budgétaires de l'État et des villes, une réduction de services publics et de fonctionnaires. D'autres travailleur·euses de nombreuses industries ont été licencié·es, sont sans emploi et dépendent des allocations-chômage. En même temps, des centaines de milliers de femmes ont quitté le marché de l'emploi, pour différents motifs, beaucoup pour s'occuper

des enfants dont beaucoup sont réduits à recevoir un enseignement uniquement par Zoom.

Le 27 mars, le Congrès a adopté la loi Cares que le président a signée, une loi de relance économique de 2,2 milliards de dollars qui a apporté un soutien financier aux entreprises, aux gouvernements des États et des villes, et aux salarié·es. La loi prévoit un paiement unique de 1200 dollars pour chaque chômeur et chaque famille bénéficie de 500 dollars par enfant. La loi prévoyait des paiements hebdomadaires supplémentaires de 600 dollars pour les sans-emploi, mais ceux-ci ont pris fin le 31 juillet. Depuis lors, le Congrès n'a pas été en mesure de s'entendre sur un nouveau programme, laissant des millions de travailleur·euses avec seulement leurs indemnités hebdomadaires de chômage. Ces prestations versées par les États varient considérablement, de la Floride qui ne paie que 275 dollars par semaine, au Massachusetts qui verse 803 dollars. Les indemnités sociales ne sont plus versées à certains tandis que d'autres qui étaient payés au noir n'ont rien perçu. La plupart des sans papiers n'ont rien eu. Et

la récession se poursuit: United Airlines et American Airlines, qui ont effectué peu de vols, ont licencié 30 000 salarié·es, Walt Disney 28 000 dans ses parcs à thème et Allstate Insurance 3 800. Le Congrès débat d'un nouveau plan de relance similaire à la loi Cares, mais il semble être bloqué actuellement.

La pandémie et la dépression ont eu un impact majeur sur la population américaine. Des dizaines de



millions de personnes ont été menacées d'expulsion, mais une loi fédérale temporaire, puis un ordre des centres de contrôle médical et enfin certaines lois d'État ont mis fin à la plupart des expulsions. Les propriétaires ont quand même expulsé certains locataires et, de toute façon, les loyers dus s'accumulent depuis des mois. Lorsque la pandémie se terminera et que les protections seront levées, les loyers impayés s'élèveront en dizaines de millions de dollars.

Il y a également la question de l'assurance maladie qui, aux États-Unis, passe habituellement par l'employeur. Aussi, lorsque les travailleur·euses sont licencié·es, ils et elles perdent leur assurance-maladie. Dès le début de la pandémie, on a estimé que 27 millions de personnes avaient perdu leur assurance maladie. En outre certains employeurs, confrontés à leurs propres difficultés économiques, réduisent les programmes d'assurance maladie pour leurs salariés. En conséquence, nombre d'entre eux n'ont plus les moyens de se rendre chez le médecin ou le dentiste.

L'insécurité alimentaire est également un énorme problème. Divers organismes qui étudient et travaillent dans ce domaine estiment qu'aujourd'hui, une famille sur quatre manque de nourriture et qu'une famille sur trois avec des enfants n'en dispose pas assez. Les écoles publiques fournissent souvent un, deux ou même trois repas par jour aux élèves de familles pauvres, mais avec les écoles fermées pendant des mois, ces repas ne sont pas servis, même si, ici ou là, quelques écoles ont proposé des repas aux élèves. L'insécurité alimentaire chez les ménages noirs et latinos atteint respectivement 19% et 17%, contre 7% chez les ménages blancs. Des organismes de bienfaisance privés, dont certains reçoivent des aides du gouvernement, fournissent maintenant de la nourriture à des millions de personnes.

Il convient également de mentionner que les chan-

gements climatiques ont eu des répercussions désastreuses sur les États-Unis avec d'énormes feux de forêt en Californie, en Oregon et dans d'autres États de l'Ouest et de graves ouragans et tempêtes tropicales se sont produits dans les États du Golfe. En raison du changement climatique, dans le sud de la Californie, les températures ont atteint 50 degrés et ces températures élevées ont été accompagnées de vents forts. Les incendies principalement déclenchés par la foudre ont dévoré des millions d'acres, détruit des milliers de maisons et tué 34 personnes au début de septembre. Les incendies ont également créé une pollution dangereuse de l'air pour des millions de personnes dans les États et les villes de la côte Ouest.

Nous connaissons d'autres conditions météorologiques extrêmes. Deux douzaines de tempêtes tropicales sont attendues cette année, huit sont des ouragans, d'une force du plus du double de la moyenne d'il y a deux décennies. Les dégâts se chiffrent déjà à au moins 16 milliards de dollars, avec de nombreuses maisons et entreprises détruites ou inondées, et 125 personnes ayant perdu la vie. Des dizaines de milliers de personnes ont dû être évacuées suite à des incendies ou inondations et les activités économiques dans les zones touchées ont été gravement perturbées pendant des jours ou des semaines. Ces événements climatiques ne constituent pas seulement un problème grave en soi, mais contribuent au sentiment d'une catastrophe nationale.

LES LUTTES SOCIALES ET LA GAUCHE DURANT LES CRISES

La pandémie de coronavirus et la crise économique qui l'accompagne ont toutes deux provoqué et rendu possible le plus important mouvement de protestation sociale de l'histoire américaine. Quelque 15 à 26 millions de personnes auraient participé aux

manifestations antiracistes qui ont suivi le meurtre raciste de George Floyd par la police de Minneapolis, le 25 mai. Le meurtre par la police d'autres personnes noires comme Breonna Taylor de Louisville et plusieurs autres ont également alimenté l'indignation. Marchant sous la bannière «Black Lives Matter», généralement dirigées par des Noir·es, les manifestations, composées principalement de jeunes, ont impliqué des personnes de toutes races et religions. Les premières manifestations ont été spontanées et dirigées par des activistes noir·es locaux, la plupart du temps durant le mois de juin. Ultérieurement les ONG, les démocrates et les organisations de gauche ont tenté d'en prendre le contrôle, quoique sans succès.

Les angoisses provoquées par la pandémie et la crise économique ont sans doute joué un rôle dans la psychologie sociale qui a conduit à un tel mouvement de masse. Avec la fermeture des commerces et des écoles, des millions de personnes n'avaient nulle part où aller et ont pu exprimer leur frustration et leur colère contre la police, jour après jour grâce aux marches et manifestations de masse. Des études ont montré que plus de 90% des manifestations étaient pacifiques, et se déroulaient avec des participant·es masqué·es, et par conséquent elles n'ont pas conduit à de nouvelles flambées de la pandémie. Dans de nombreux quartiers, les résident·es sont sorti·es sur leurs porches ou sont mis·es à leurs fenêtres pour encourager les manifestant·es et parfois les rejoindre.

La police a usé de violence dans les manifestations avec une utilisation musclée de matraques, de gaz lacrymogènes, de gaz au poivre et de grenades-éclair. La police a jeté les gens au sol et les a battus, elle a arraché des gens de leurs voitures pour les frapper et extirpé des individus de la foule pour les battre. Comme on pouvait s'y attendre, cer-

tain·es manifestant·es ont réagi à la violence policière, généralement en jetant des bouteilles d'eau ou en leur retournant les grenades de gaz lacrymogène. Les anarchistes ont souvent préconisé la révolution violente et parfois détruit des biens, mais dans l'ensemble leur rhétorique était plus radicale que leur comportement et leur rôle dans les protestations a été minime, sauf dans une ou deux villes, telles que Portland et Seattle. Là où il y a eu des actes violents, c'était d'abord dû aux groupes nationalistes blancs qui s'infiltraient dans la foule pour encourager la violence, espérant provoquer une guerre raciale. Lorsque des morts ont eu lieu, comme à Kenosha et Portland, on constate que les manifestant·es de droite comme de gauche étaient armé·es. Mais là encore, malgré la provocation policière, 90% des manifestant·es sont restés pacifiques.

Alors que les manifestations antiracistes ont été massives et animées, leur impact est resté limité. Les protestations ont fait prendre conscience du racisme en Amérique, de son histoire et de son caractère systémique contemporain; les journaux ont publié des articles éducatifs, la télévision, la radio et les médias sociaux ont diffusé des vidéos sur l'expérience noire. Les universités, les organismes gouvernementaux et même les entreprises privées ont organisé des discussions sur le racisme. Mais le mouvement ne disposait pas d'organisation nationale, aucun parti politique ne s'est exprimé en son nom et ses revendications politiques sont assez minimales.

Comme par le passé, le mouvement a réclamé la fin de l'utilisation de matériel militaire par la police et des techniques d'étouffement, ainsi que l'usage de caméras de police pour enregistrer les incidents. La nouvelle exigence dominante était de «couper les fonds de la police», une revendication interprétée de façon variée. Pour les uns, il s'agit d'une simple

réduction du budget de la police avec le transfert de fonds à la santé, d'autres l'interprètent comme l'abolition de la police. En général, alors que les gens veulent mettre fin au racisme et à la violence de la police, rares sont ceux qui veulent son abolition, en particulier ceux des quartiers pauvres, noirs, latinos et blancs qui ont des taux de criminalité plus élevés. Seule l'extrême gauche appelle à l'abolition de la police avec peu d'écho dans la société. Très peu de villes ont réduit le budget de la police ou réaffecté des fonds à des services sociaux, et il n'y a pas de mouvement de fond dans ce sens.

Il y a aussi eu des protestations de travailleur·euses, notamment de ceux/celles de la santé, mais aussi des transports publics, des hôtels et restaurants et d'autres. Les syndicats d'infirmières et leurs membres ont organisé des manifestations dans les hôpitaux, cliniques et maisons de soins. Beaucoup de travailleur·euses de diverses industries se sont engagés dans de brefs débrayages ou petites grèves. Les responsables du mouvement syndical national n'ont pas cependant fourni beaucoup de perspectives aux syndicats et à leurs membres sur le terrain et n'ont pas appelé à des protestations ou à des grèves. La bureaucratie ouvrière a généralement placé ses espoirs dans l'élection d'un président du Parti démocrate et d'un Congrès démocrate plutôt que dans la force sociale de ses membres. Par conséquent, malgré les nombreuses actions locales, une réponse de la classe travailleuse nationale à la crise sanitaire et économique ne s'est pas produite. Contrairement à d'autres pays, il n'existe pratiquement pas aux États Unis, de tradition de grèves politiques ouvrières ou de grève générale, et nous n'en avons pas vu non plus cette fois-ci.

Ces différentes crises ont conduit au développement au sein de la gauche, le plus visible et quantifiable, de DSA, qui compte aujourd'hui 70 000

membres et continue de croître. D'autres groupes de gauche – socialistes et anarchistes – se développent également et produisent de nouveaux sites Internet, journaux et vidéos. En même temps, la pandémie et les mesures prises pour l'atténuer, les réunions restreintes en intérieur, les restrictions tenant aux meetings, les restrictions dans l'utilisation des transports en commun et autres mesures, ont également entravé la gauche dans une certaine mesure. La gauche s'est certes développée mais elle reste trop faible pour avoir une réelle influence sur les événements politiques et sociaux majeurs. Bien que les activistes de gauche aient participé aux protestations antiracistes massives du printemps et du début de l'été, cela n'a eu que peu d'impact en termes de recrutement. Certains groupes sont présents dans les syndicats mais là encore ils sont trop faibles pour prendre des initiatives. Le niveau de lutte sociale demeure bas et la gauche est faible.

Politiquement, le Parti vert reste le parti le plus important à la gauche des démocrates, son candidat à la présidence, Howie Hawkins, et sa colistière, Angela Walker, sont tous deux ouvertement socialistes, mais le parti n'a jamais recueilli plus de 2% des suffrages. DSA, la plus importante organisation socialiste, est peu présente dans le Parti vert et ne soutient pas ses candidats. Quelques autres partis de gauche apparaîtront sur les bulletins de vote dans certains États. Le Parti du socialisme et de la libération, campiste, présente toujours les mêmes candidates, Gloria La Riva à la présidence et Sunil Freeman pour la vice-présidence, mais ne recueillera pas plus de 1% des voix. Le petit groupe trotskiste Socialist Action, qui n'apparaîtra pas sur les bulletins de vote, présente son dirigeant, Jeff Mackler, comme candidat.

En général, le Parti démocrate tente de tenir les partis de gauche à l'écart du scrutin, de peur qu'ils

ne lui prennent des voix, tandis que les républicains tentent d'aider les partis d'opposition, comme il l'a fait cette année en travaillant avec les avocats du Parti vert. Les républicains soutiennent beaucoup plus directement Kanye West, le rappeur milliardaire, en s'efforçant de le faire élire dans plusieurs États afin de retirer des votes noirs aux démocrates. Cette année, comme le plus souvent, le véritable combat se déroulera entre républicains et démocrates, et les tiers partis pourraient être encore plus marginalisés qu'auparavant.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'EXTRÊME DROITE

La croissance extraordinaire de l'extrême droite depuis l'élection de Trump est le résultat de nombreuses tendances de long terme mais également de développements plus récents. Depuis les années 1960, avec le sénateur Barry Goldwater, l'aile conservatrice du Parti républicain, prônant le libre marché et moins d'État, s'est organisée et s'est renforcée vers la droite. La nouvelle droite républicaine de cette époque a été soutenue par les milieux ultraconservateurs riches qui ont créé de nouveaux *think tanks*. Les organisations chrétiennes évangéliques, dont certains diffusent leurs émissions sur les chaînes religieuses, ont également joué un rôle clé. D'autres ont également grossi les rangs de la nouvelle droite, y compris la National Rifle Association [Association des porteurs d'armes à feu], les libertariens et les néoconservateurs. Le Parti républicain, majoritairement blanc et engagé pour la «libre entreprise», est connu pour son soutien aux Églises chrétiennes, pour le deuxième amendement de la Constitution (le droit du peuple à détenir et porter des armes) et son opposition aux droits LGBTQ.

Au cours de ces mêmes années, la transition écono-

mique néolibérale des anciennes usines industrielles vers des usines modernes à taille réduite et hautement automatisées, ainsi que la délocalisation de certaines usines, ont créé la «ceinture de rouille» des industries abandonnées dans le Midwest, nombre de salarié·es perdant par ailleurs leur poste syndical hautement rémunérateur. Dans cette zone, un nombre important d'entre eux·elles est devenu·es dépendant·es aux opioïdes, puis à l'héroïne. Beaucoup ont eu le sentiment que leurs syndicats avaient échoué à se battre pour eux et que le Parti démocrate s'était désintéressé d'eux. Et ils avaient raison sur les deux points. Sous le président Bill Clinton, le Parti démocrate s'est détourné de sa base historique dans la classe ouvrière pour aller vers les actifs plus instruits des banlieues. Abandonnés par le Parti démocrate, les salarié·es blanc·hes de la classe moyenne ont commencé à voter républicain.

L'élection de Barack Obama comme premier président noir, et en particulier sa loi sur la protection des patients et les soins abordables (l'«Obamacare»), qui est devenue le prétexte de protestations racistes militantes contre un président supposé socialiste, musulman et né à l'étranger (il n'était, bien sûr, rien de tout cela). Dans les manifestations qu'organisaient les membres d'extrême droite, on pouvait voir des affiches présentant Obama comme un Africain avec un os dans le nez ou un singe mangeant une banane. Certains le montraient en Staline ou Hitler. De ces protestations contre l'ACA est sorti le Tea Party, d'abord un mouvement de droite, grassement financé, à caractère populiste, devenant un mouvement politique qui a ensuite créé le Congressional Tea Party Caucus, qui préfigurait la venue de Trump. Pendant la campagne présidentielle de 2016 entre Trump et Hillary Clinton, de nouvelles théories du complot ont joué un rôle. Dans ce qui a été appelé le

pizzagate, un groupe suprémaciste blanc a allégué que des démocrates étaient impliqués dans un réseau de trafic d'êtres humains et de pédophilie dirigé depuis la pizzeria Comet Ping Pong à Washington. Les mêmes ont dénoncé cette conspiration sur les médias sociaux, la reliant ensuite à Hillary Clinton, affirmant qu'elle en discutait dans ses courriels.

Depuis lors, la mouvance conspirationniste QAnon, qui jouit d'une large audience, a repris cette allégation contre Clinton, la transformant en une idéologie à part entière. QAnon a été fondé par un inconnu qui prétend que Trump mène une lutte contre les pédophiles sataniques qui contrôlent l'État. Il déclare mener le pays au jour du jugement où il superviserait l'arrestation des militant·es et des journalistes de gauche responsables des «fausses nouvelles», de la pédophilie et de l'État profond. Aussi absurde que puisse être cette idéologie, QAnon a acquis un large public au niveau national et au moins une demi-douzaine de candidats au Congrès suivent et soutiennent QAnon. Le Parti républicain du Texas a adopté le slogan QAnon «Nous sommes la tempête». Les adeptes de QAnon ont été impliqués dans plusieurs incidents violents, y compris une tentative d'assassinat contre Joseph Biden. Beaucoup de gens à l'extrême droite tiennent des théories irrationnelles et mystiques similaires à la conspiration QAnon, prévoyant un Armageddon, un vaste conflit spirituel et matériel entre le bien et le mal.

Dans le même temps, des groupes nationalistes blancs et des milices de droite, certains ayant leurs racines dans le Ku Klux Klan et le parti nazi américain, et d'autres plus récents, comme le Posse Comitatus (Vigilants du comté) raciste et antisémite, les Oath Keepers (Gardiens du serment), les Three Percenters, Proud Boys (Fiers garçons) et d'autres se sont développés et constitués des troupes qui

pourraient se battre dans un tel conflit apocalyptique. Par exemple, les Oath Keepers, un des plus importants groupes de droite antigouvernementaux, revendiquent par exemple des dizaines de milliers membres, anciens juristes ou militaires ou encore en exercice. Le groupe s'engage à tenir son serment militaire d'«appuyer et défendre la Constitution des États-Unis contre tous ses ennemis, étrangers et nationaux». Comme beaucoup d'autres groupes de droite, il s'appuie sur une théorie complotiste selon laquelle le gouvernement s'efforce de priver les gens de leurs armes, de leur liberté religieuse et d'imposer la loi martiale. Ces groupes ont notamment pénétré et recruté des membres dans les forces de police du pays. Beaucoup de ces groupes, qui prônent ouvertement la violence contre le gouvernement et leurs opposants politiques, sont lourdement armés et ont un passé de confrontations violentes avec les autorités. Certains membres de ces milices de droite se sont opposés aux manifestations antiracistes et soutiennent la relance de l'économie.

Dans le Michigan, au cours des derniers mois, des milices armées ont régulièrement manifesté contre la gouverneure Gretchen Whitmer, s'opposant à ses mesures de santé publique fermant les entreprises et les écoles et recommandant la distanciation physique et le port de masques. Trump a fait l'éloge de ces groupes avec des tweets appelant à la «libération du Michigan». Sans masque mais lourdement armés, ils ont envahi le bâtiment du Capitole de l'État, certains criant à propos de la gouverneure : «C'est une coco!» Le 8 octobre, le FBI a arrêté treize hommes des Wolverine Watchmen impliqués dans un complot visant à kidnapper Whitmer, à faire sauter un pont et à s'emparer du siège de l'État. Whitmer a reproché à Trump de soutenir de telles milices.

LA CAMPAGNE DE TRUMP

Trump dispose de l'énorme avantage d'être au pouvoir. Aux États-Unis, nous avons parfois parlé de «présidences impériales», en particulier pour Richard Nixon et Ronald Reagan, mais aucun président depuis Franklin D. Roosevelt n'a régné avec une force et un style autoritaire comme Trump. Depuis son élection, Trump a pris le contrôle quasi total du Parti républicain, menaçant de détruire tout membre du Congrès ou sénateur qui s'opposerait à lui. Avec sa domination républicaine au Sénat, son parti a été en mesure de paralyser l'assemblée législative, alors qu'il régnait en grande partie par des décrets exécutifs. Il a également pris le contrôle du gouvernement fédéral comme peu de présidents l'ont fait auparavant, voire jamais, usant une série de conseillers jusqu'à ce qu'il ne reste entouré que de personnes serviles. Grâce à des nominations temporaires, il a installé de nouveaux chefs d'agences gouvernementales se passant de l'approbation du Sénat; il a également chassé de nombreux fonctionnaires qui étaient en poste depuis longtemps et a pourvu aux postes gouvernementaux des loyalistes. Il a également démis de leurs fonctions cinq inspecteurs généraux qui supervisaient les agences au niveau du cabinet. Il a également nommé deux et peut-être bientôt trois membres de la Cour suprême. Ainsi, en étant en place, son pouvoir sur le gouvernement lui donne une force énorme pour manipuler les événements, la vie politique et l'opinion et en tirer profit pour sa campagne.

Trump a une base sociale qui comprend une large partie de la classe capitaliste, une grande partie de la classe des petits entrepreneurs et des agriculteurs, et un grand pourcentage des électeur·trices blanc·hes de la classe ouvrière. Les deux tiers des électeur·rices de Trump étaient des gens riches ou de la classe

moyenne – 24 millions de Blanc·hes ayant fait des études universitaires ont voté pour Trump – et environ un tiers de ses partisan·es étaient des ouvrier·es. En 2016, Trump avait remporté 60% des votes de la classe ouvrière blanche, 2% des votes noir et 28% chez les Hispaniques. Il a récemment remporté de nouveaux gains auprès des électeur·trices noir·es et hispaniques. Une des sources les plus importantes de la force politique de Trump est le vote chrétien évangélique blanc, groupe qui le soutient en dépit des accusations de viol et de harcèlement sexuel, car il s'oppose à l'avortement et est anti-LGBTQ.

Le président Donald Trump fait campagne depuis qu'il a été élu il y a quatre ans. Sa campagne aujourd'hui se polarise sur bon nombre des mêmes sujets qu'en 2016, en particulier «Make America Great Again», ou parfois maintenant «Keep America Great». Il se présente comme le défenseur du peuple américain et en particulier de la classe ouvrière américaine. Il dit vouloir protéger les États-Unis contre la Chine, les terroristes musulmans et les sans papiers. Malgré la pandémie incontrôlée et l'effondrement de l'économie, Trump a continué de vanter le succès de son administration à développer une économie forte et un faible taux de chômage avant l'arrivée du coronavirus. Il souligne également qu'il a réussi à réduire le nombre d'immigrant·es sans papiers ou régularisé·es et quitter les organisations internationales telles l'Organisation mondiale de la santé et la commission des droits humains de l'ONU ou abandonner les accords de Paris sur le changement climatique. Il laisse également entendre qu'il pourrait se retirer de l'Organisation mondiale du commerce, principale organisation en ce domaine et de l'OTAN qui est la plus importante alliance militaire des USA.

Trump avertit que Biden est contrôlé par l'aile gauche du Parti démocrate, dirigée par Bernie Sanders

et Alexandra Ocasio Cortez, et dénonce Biden de vouloir faire de l'Amérique un pays socialiste. Trump affirme que Biden et le Parti démocrate soutiennent ou du moins refusent de réprimer les mouvements Black Lives Matter et antifa que Trump qualifie de violents terroristes. Le procureur général de Trump s'est opposé au retrait des statues des dirigeants des États esclavagistes confédérés qui se sont révoltés pendant la guerre civile des années 1860, affirmant qu'il défendait ainsi les valeurs américaines traditionnelles. Trump a également fait appel au nationalisme blanc. Par exemple, s'adressant à un auditoire blanc du Minnesota, où beaucoup de gens sont d'origine allemande ou scandinave, il leur a dit qu'ils avaient de «bons gènes». En 2017, il a suggéré que les groupes néo-nazis qui manifestaient étaient des gens très bien et plus récemment il a refusé de condamner un jeune de 17 ans membre d'une milice d'extrême droite qui avait tiré, tuant deux personnes et en blessant une troisième.

Le président a également utilisé son bureau pour attaquer et pénaliser les démocrates. Il a ridiculisé et vilipendé les gouverneur·es et maires du parti démocratique qui ont exigé le respect des règles de santé publique comme le port du masque, la distanciation physique et l'interdiction des grands rassemblements publics. Le ministère de la justice de Trump a déclaré que New York, Portland et Seattle étaient des «juridictions anarchistes» parce qu'elles «ont permis la persistance de la violence et de la destruction des biens et ont refusé de prendre des mesures raisonnables pour contrer les activités criminelles». La déclaration indiquait que cette situation entraînerait des réductions du soutien financier fédéral à ces villes. L'agence de l'Immigration et des douanes (ICE) a annoncé qu'en octobre, elle allait produire un rapport sur les sans-papiers ayant commis des

crimes, en commençant par la Californie, Denver et Philadelphie. Cette opération appelée «sanctuaire» n'est qu'une opération médiatique pour la campagne présidentielle, dans la mesure où l'agence réalise déjà un suivi des sans-papiers criminels.

Les partisan·es de Trump qui l'ont soutenu continuent de le faire parce qu'ils et elles voient en lui un perturbateur des élites libérales de Washington qui les ont d'abord déçu·es puis dégoûté·es. La majorité interprète tout ce qu'il fait comme un exemple de sa brillante capacité à secouer l'establishment. Mais ce n'est pas là son seul attrait. Le racisme constitue l'une des caractéristiques centrales de la politique de Trump qui trouve un écho dans la société américaine blanche. Il ne fait aucun doute que le racisme est profondément enraciné et répandu parmi les Blanc·hes de toutes les classes et Trump l'instrumentalise. Il a rendu acceptable de vilipender et de ridiculiser les Noir·es, les Hispaniques, les Asiatiques et les gens originaires du Moyen-Orient et il considère légitime de leur reprocher une infinité de problèmes. De même, sa misogynie séduit certainement de nombreux hommes, alimentant leur machisme. Jusqu'à présent, grâce à ces attraits, il a pu conserver sa base de 40% de l'électorat américain, bien qu'il ait récemment perdu des électeur·rices blanc·hes plus âgé·es, des femmes de banlieue et au sein de la classe ouvrière blanche. Cependant, il n'a pas réussi à élargir sa base de soutien parmi les électeurs non alignés sur un des deux partis dominants, bien que s'il gagne les États clés, il puisse encore remporter le vote du collège électoral et continuer à exercer la présidence.

La chute de Trump dans les sondages a commencé avec le premier débat du 29 septembre, qui a dégénéré dans un véritable chaos lorsque le modérateur a perdu le contrôle et que Trump a interrompu à plusieurs reprises Biden. Alors que Biden faisait du

coronavirus le problème central, le comportement d'intimidation de Trump a empêché cette discussion. Trump a harcelé Biden qui a répondu en le traitant Trump de «clown» et en lui demandant de «se taire». En règle générale, ces débats ont peu d'impact sur les sondages, mais à la suite de celui-ci, Trump a perdu des soutiens dans les sondages.

Le candidat démocrate est désormais partout en tête dans les sondages, y compris dans les États clés tels que le Michigan, le Wisconsin, la Pennsylvanie et la Floride. Dans l'ensemble, Biden devance Trump d'environ dix points.

Après sa sortie de l'hôpital, Trump s'est adressé depuis le balcon de la Maison Blanche à une foule forte de centaines de personnes portant des casquettes rouges MAGA (Make America Great Again) et des t-shirts bleus en soutien à la police, ce qu'il a qualifié de «manifestation pacifique en faveur des forces de l'ordre». Il a déclaré à ses partisans enthousiastes : *«Nous ne pouvons pas permettre à notre pays de devenir une nation socialiste.»* Il a également qualifié les démocrates de «communistes». Raciste et sexiste, Trump a qualifié à plusieurs reprises le candidat démocrate à la vice-présidence Kamala Harris, dont les parents sont d'origine indienne et noire, de «monstre».

Dans le même temps, Trump a fait pression sur le secrétaire d'État Mike Pompeo pour qu'il publie les courriels de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton et a exigé que le procureur général William Barr inculpe Bill Clinton, Barack Obama ainsi que l'ancien vice-président Joseph Biden pour avoir espionné sa campagne en 2015-2016. Il a qualifié Biden de criminel qui devrait être interdit de se présenter aux élections. Il s'agit d'une évolution sans précédent dans la politique américaine, révélatrice des attitudes autoritaires de Trump.

LA CAMPAGNE DE BIDEN

Joseph Biden fait partie de l'establishment politique. C'est une personnalité bien connue de la politique américaine : sénateur depuis des décennies, vice-président de Barack Obama et candidat à la présidence en 1988 et 2008. Dans les années 1980 et 1990, Biden a aidé le Parti démocrate à passer de son ancien modèle en faveur de l'État-providence au modèle néolibéral et en même temps de passer de la classe ouvrière traditionnelle et classe moyenne inférieure à la classe moyenne supérieure de banlieue. Il a été un partisan de la réforme réactionnaire de l'aide sociale et de la justice pénale du président démocrate Bill Clinton, qui a nui aux plus pauvres, conduit à l'incarcération massive de millions de personnes et de façon disproportionnée de Noires et d'Hispaniques. Ainsi, avec 4% de la population mondiale, les États-Unis comptent aujourd'hui 2,3 millions de prisonniers, soit 25% de l'ensemble. Biden a joué un rôle important dans la politique étrangère impériale de l'Amérique, c'est un partisan des alliances traditionnelles, bien que généralement, il paraisse un peu moins belliqueux que d'autres. Il est un «modéré» qui se décrit toujours comme un défenseur de la classe moyenne.

Aujourd'hui, Biden, sous la pression de la gauche du parti, a adopté un programme progressiste sur les questions sociales, économiques, fiscales et environnementales. Il est en faveur de l'imposition des riches, de l'augmentation du salaire minimum et de la gratuité des deux premières années d'études. Il appuie également les congés payés pour raisons familiales et médicales. Bien qu'il soit en faveur de politiques environnementales progressistes et d'une réforme de la justice pénale, il refuse d'utiliser le terme *«Green New Deal»* [New Deal vert] (pour se distinguer de la

gauche, même si son programme est pratiquement le même) et il s'oppose à la « décision de ne pas financer la police », préconisant même d'augmenter les fonds pour la formation des policiers. Chose surprenante, il est en faveur de l'augmentation du budget militaire et du maintien des déploiements de troupes américaines à l'étranger. Son programme s'inscrit dans la tradition du libéralisme américain, bien qu'il ne soit pas aussi progressiste en matière de politique intérieure que celui de la « Guerre contre la pauvreté » et de la « Grande société » du président Lyndon B. Johnson³.

Biden semble être devenu le favori de la bourgeoisie. *Forbes*, le magazine économique rapporte que « les milliardaires semblent aimer Joe Biden. À moins de 100 jours des élections, Joe Biden a reçu des dons de 131 membres de la classe supérieure, tandis que Donald Trump a bénéficié des dons de seulement 99 de ses collègues magnats, selon une analyse des dépôts de la Commission électorale fédérale. La plupart des donateurs des deux candidats viennent du monde de la haute finance, de Wall Street, mais plusieurs de ces milliardaires qui contribuent en faveur de Biden viennent du monde de la technologie et nombre d'entre eux ont donné des contributions s'élevant à des centaines de milliers de dollars. Des événements, tels que les manifestations antiracistes après le meurtre de George Floyd et son choix de Kamala Harris, la procureure générale noire de Californie, ont également conduit à une augmentation des dons à Biden, qui viennent de petits donateurs ».

Biden espère qu'il pourra faire gagner au Parti démocrate de nombreux électeurs de la « ceinture de rouille » du Wisconsin, du Michigan et de la Pennsylvanie. Biden et le Parti démocrate espèrent également gagner suffisamment d'élections au Sénat

pour prendre le contrôle de cette chambre et maintenir le contrôle sur la Chambre des représentants.

La base de soutien de Biden, plus large que celle de Trump, comprend des éléments extrêmement puissants et influents de la classe capitaliste, une partie de la classe moyenne, des classes moyennes supérieures, et une majorité d'électeur·rices noir·es et hispaniques. Il bénéficie également du soutien financier de la plupart des syndicats. Biden est soutenu par les structures du Parti démocrate, qui restent particulièrement importantes dans les grandes villes, ainsi que les alliances historiques du parti avec les syndicats, les organisations noires et hispaniques et les organisations de femmes et LGBTQ. Bien que ces organisations ne soient pas aussi solides que par le passé, ces relations demeurent importantes pour mobiliser l'électorat. Biden a également le soutien de la majorité de l'aile du parti liée à Sanders dont ses organisations telles que Notre Révolution et MoveOn.org.

Les membres de DSA, qui ont soutenu Sanders aux élections primaires du Parti démocrate, avaient voté pour ne soutenir aucun autre candidat à la présidence, de sorte que la DSA ne soutient pas Biden. Néanmoins, certaines circonscriptions appuient Biden et de nombreux membres le feront à titre personnel. Beaucoup d'autres sur la gauche soutiendront également Biden, bien que certains préfèrent Howie Hawkins du Parti vert et que d'autres groupes de gauche soutiendront leurs propres candidats socialistes. Toutefois ils auront peu d'impact. Beaucoup de gens à gauche craignent que les votes pour d'autres candidats puissent en fait réduire les votes pour le Parti démocrate et permettre la réélection de Trump.

L'ÉLECTION EN ELLE-MÊME

Les élections américaines, en particulier les élections présidentielles, impliquent toujours beaucoup

3. NdT : président démocrate de 1963 à 1969.

d'argent, mais celle-ci sera la plus coûteuse de l'histoire américaine, les candidats vont dépenser 11 milliards de dollars, soit 50 % de plus que le coût des élections de 2016. Au 20 septembre, Trump avait recueilli 1,33 milliard de dollars et Joe Biden 990 millions de dollars, bien qu'il ait recueilli plus d'argent que Trump en août. Dans cette compétition, l'appel de Sanders à recueillir beaucoup de petits dons d'argent auprès de très nombreuses personnes a été perdu. L'argent est collecté par les candidats et une variété de comités d'action politique (PACS), mais vient aussi des banques et des sociétés, des associations professionnelles telles que les médecins et les juristes, des syndicats, ainsi que des individus, riches ou ordinaires. Les particuliers peuvent contribuer par milliers de dollars pour les candidats et par dizaines de milliers pour les PACS. Une grande partie de l'argent est destinée à la télévision et à d'autres formes de publicité qui vise les États les plus peuplés et surtout les États charnières, à hauteur de plus d'un milliard de dollars à ce jour. D'autres sommes servent à payer des milliers d'employé·es de campagne, à payer les voyages, à louer des bureaux, à payer les campagnes téléphoniques et à produire du matériel électoral.

Les campagnes et les élections se déroulent dans les conditions extrêmement difficiles déjà décrites : la pandémie de Covid-19, la dépression économique, les manifestations intermittentes contre la violence policière raciste et les événements climatiques, des incendies de forêt aux ouragans et tempêtes tropicales. Le coronavirus a rendu la campagne plus compliquée parce que les grands meetings même les plus petits, surtout s'ils se déroulent en intérieur, exposent les gens à la pandémie. Compte tenu de cela, Biden a refusé d'organiser des rassemblements qui pouvaient propager le virus, *a contrario* de Trump, dont au moins un de ses événements à Tulsa, Oklahoma a conduit à

un pic de contamination. Le virus a également rendu plus délicate la campagne pendant laquelle il faut frapper aux portes et discuter avec les électeur·rices, et encore une fois Biden a généralement limité ces activités.

Empêcher les électeur·rices de voter est un enjeu majeur de cette élection. La pandémie signifie beaucoup plus de votes par correspondance, bien que les États gouvernés par le Parti républicain travaillent à rendre celui-ci plus difficile. Le vote par correspondance a été utilisé régulièrement par de nombreux États et il est proposé comme alternative par beaucoup d'autres. En raison du Covid-19, plusieurs États ont élargi les possibilités de vote par correspondance. Trump a soutenu, sans aucune preuve, que le vote par la poste entraînerait une fraude massive et il a tenté de semer la confusion au sujet de ces bulletins. En violation de la loi, il a demandé à ses partisans de voter deux fois, une fois par la poste, puis en se déplaçant dans les bureaux de vote, soi-disant pour tester la fiabilité du système de scrutin postal. Tout cela vise à discréditer le décompte final des votes et à attaquer les élections devant les tribunaux.

Louis DeJoy, directeur du service postal des États-Unis (USPS), a pris un certain nombre de mesures qui, selon le *Los Angeles Times*, ont créé «le chaos». Il a retiré 700 machines de tri à grande vitesse des installations de traitement du courrier et a forcé leurs opératrice·rices à arrêter de travailler en temps voulu, ce qui a signifié que certains camions ont voyagé vides et que beaucoup de courrier a été laissé dans les bureaux de poste, tandis que les directions falsifiaient leurs dossiers. Depuis le mois de juillet, beaucoup de courrier n'a pas été livré. DeJoy a affirmé que sa réorganisation du système visait à améliorer le service postal et l'économie, mais en réalité il a mis

les postier-es dans l'impossibilité de traiter le courrier au moment des élections.

De nombreux États ont également éliminé des millions de gens des listes électorales, soit un total de 17 millions à l'échelle nationale, soit plus qu'au cours des années précédentes. On peut être radié des listes pour des raisons légitimes telles que décès ou déménagement, mais il semble que des millions l'ont été sans raison valable. Que ce soit pour des raisons légitimes ou illégitimes, les personnes âgées, les Noir-es, les Hispaniques et les étudiant-es sont les plus susceptibles d'avoir été radié-es, la majorité d'entre eux étant probablement favorables au Parti démocrate. La purge des listes électorales fait clairement partie de la stratégie générale des républicains et de leurs plans pour la campagne de Trump. Les États républicains du Sud, en Géorgie et au Texas, ont pris un certain nombre de mesures pour entraver le vote, en particulier dans les communautés afro-américaines, non seulement en purgeant les listes, mais aussi en fermant certains bureaux de vote et en déplaçant d'autres. En réponse, les démocrates et de nombreuses organisations civiques s'efforcent de réenregistrer les électeur-rices et de diffuser des informations sur les lieux de vote.

QUI GAGNERA ?

Donald Trump a encore de bonnes chances de remporter les élections. Sa campagne a été permanente. Il a commencé à faire campagne pour son deuxième mandat le premier jour de son élection, il y a quatre ans. Il a parcouru des dizaines de milliers de kilomètres à travers le pays, visitant des dizaines d'États et de villes et organisant des rassemblements qui comptaient souvent des dizaines de milliers de participant-es. Il a utilisé Twitter, envoyant parfois plusieurs messages chaque jour pour s'adresser à ses adeptes

et les mobiliser, messages souvent remplis de saillies racistes ou parfois en retweetant les messages racistes des nationalistes blancs. En mars une fois qu'il a été reconnu que le coronavirus sévissait, Trump a tenu des conférences de presse quotidiennes avec des responsables de la santé qui ressemblaient surtout à des événements de campagne. Depuis quatre ans, c'est un Trump, grandiloquent, belliqueux et hargneux qui a dominé les médias nationaux, chassant la plupart des autres événements des premières pages et de l'antenne. Trump met en avant les succès de l'économie pré-Covid au centre de sa campagne, faisant valoir qu'il a tenu ses promesses à l'égard du peuple américain, affirmant avoir fait plus que tout autre président en particulier pour les Noir-es, à l'exception peut-être d'Abraham Lincoln, dont le leadership a permis de gagner la guerre de Sécession et d'obtenir l'abolition de l'esclavage.

D'autre part, Joe Biden n'a pas pu lancer sa campagne dans la primaire démocrate avant la fin avril 2019, puis il a été pendant des mois simplement l'un des 29 autres candidats, certes le plus important mais qui a souvent été éclipsé par d'autres, en particulier en raison de la dynamique et de la popularité du sénateur Bernie Sanders qui avait également présenté sa candidature en 2016 et de la sénatrice Elizabeth Warren. Lorsque, le 29 février 2020, Biden a remporté la primaire en Caroline du Sud, la plupart des autres candidats se sont retirés et se sont unis derrière lui en tant que champion du parti. Biden s'est alors présenté principalement comme le candidat qui ne ressemble en rien à Trump. Il s'est décrit comme un centriste, un modéré, un homme qui pouvait parler à tous, même aux républicains.

En tant que candidat à la présidence, ses déclarations mesurées défendaient une plate-forme modestement progressiste comme l'alternative rationnelle.

Biden a placé le coronavirus au centre de sa campagne, arguant que la mauvaise gestion du virus par Trump avait conduit à la récession économique et qu'il en était responsable.

Au cours des dernières semaines, la campagne de Biden a été aidée par quelques développements. Le célèbre journaliste Bob Woodward, impliqué dans la découverte du scandale du Watergate des années 1970, et qui a écrit des livres sur chaque président, a mené des heures d'entretiens avec Trump, publiant un nouveau livre intitulé *Rage*, accompagné d'enregistrements vidéo dans lesquels le président lui-même déclarait que dès le 7 février, il était bien conscient de la gravité de la maladie, même si pendant des mois, il en avait minimisé son importance, la qualifiant de « canular ». Puis le *New York Times* a publié un compte rendu détaillé des impôts de Trump, montrant que le président milliardaire n'avait payé que 750 dollars au cours des deux dernières années et rien les autres années. Les deux rapports ont renforcé la campagne de Biden, bien que probablement sans impact sur les fidèles de Trump.

Le premier des quatre débats télévisés prévus a eu lieu le 29 septembre et la journaliste de CNN, Dana Bash, l'a qualifié de « merde ». Le président Trump a refusé de respecter les règles convenues, ignorant le modérateur et interrompant constamment Biden en le piégeant. Le harcèlement belliqueux de Trump a fini par contaminer Biden, qui a traité le président de « clown » et lui a dit de « se taire ». Le débat a dégénéré en quelque chose qui ressemblait à un chahut de taverne où Trump se mettait à brailler continuellement. Une fois de plus, alors que Biden s'est présenté comme un candidat plus sérieux et mieux préparé, ce débat n'a probablement eu aucun impact sur la base de Trump qui l'aime pour de telles pitreries.

QUE PEUT-IL ARRIVER LE JOUR DE L'ÉLECTION ET APRÈS ?

Bien qu'il soit pratiquement impossible pour Trump de remporter le vote populaire, s'il obtient une majorité claire au collège électoral, il sera le vainqueur et conservera ses fonctions, procédant à la transformation autoritaire du système politique américain. Qu'il puisse ou non gagner le Collège électoral dépend des principaux États pivots – le Wisconsin, le Michigan, l'Ohio, la Pennsylvanie et la Floride – et bien que Biden soit en tête, ces États sont tous encore incertains.

Si, cependant, Trump gagne l'élection que les démocrates estiment injuste ou volée, le Parti démocrate peut et va déposer des poursuites au niveau fédéral pour contester l'élection, bien que le procureur général de Trump s'oppose aux poursuites fédérales pour retarder toute décision. Il y aura sans doute aussi des protestations massives de la part de l'électorat démocrate qui estime que les élections ont été volées et on peut imaginer que certaines mènent à des conflits violents avec les autorités. Si cela se produit, Trump pourrait appeler l'armée à réprimer les manifestations. Par ailleurs, ses adeptes, lourdement armés, pourraient sortir pour combattre leurs adversaires.

Si Trump perd clairement les élections mais refuse de reconnaître sa défaite et quitter la Maison Blanche d'ici le 20 janvier, un conflit encore plus profond pourrait éclater. On discute à gauche de la façon dont, dans un tel cas, un mouvement radical de rue pourrait arrêter Trump, mais la gauche n'a pas démontré qu'elle a la cohésion ou l'organisation pour jouer un tel rôle. Les Marshals américains ou l'armée américaine pourraient devenir un facteur décisif dans la destitution de Trump et l'installation de Joseph Biden au pouvoir. On peut s'attendre à ce que les militaires

fassent ce qu'ordonne le commandant en chef nouvellement élu, mais si cela se produisait, cela changerait fondamentalement le rôle de l'armée dans la société américaine. Elle serait devenue la gardienne de la démocratie américaine, une perspective qui semblerait vicier l'idée même de la démocratie.

Presque tous les scénarios que nous pouvons imaginer pourraient bien mener à des affrontements armés dans les rues américaines entre les partisans de Trump et ses adversaires sur une échelle beaucoup plus importante et plus violente que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Alors que certains parlent,

particulièrement à droite, d'une guerre raciale ou civile et qu'il y a des dizaines de milliers d'extrémistes de droite qui sont armés, ces derniers ne pourraient pas résister longtemps si le gouvernement fédéral prenait des mesures pour les réprimer. Il reste à voir où nous en serons le 21 janvier, mais peu importe qui sera président, nous devons conserver le droit de protéger la démocratie et nos droits, de surmonter la pandémie et de transformer la lutte pour la survie économique en lutte pour le socialisme.

New York, le 12 octobre 2020

Traduction: Christine Schmitt

POUR PARTICIPER À LA RENCONTRE,
CLIQUER SUR L'AFFICHETTE

ÉDITIONS
SYLLEPSE
Des livres pour aller plus loin que l'impossible

Rencontre
débat :

États-Unis,
l'élection
de
tous
les
dangers

avec
Dan
La Botz
et
Simon
Ridley

29
OCTOBRE
2020

18 H 30

débat
animé
par les
éditions
Syllepse

En direct sur
Facebook
<https://www.facebook.com/editions.syllepse.7/live/>

L'ADMINISTRATION TRUMP S'ATTAQUE À LA PROTECTION DES DÉLÉGUÉ·ES SYNDICAUX

ROBERT M. SCHWARTZ¹

«Pour celles et ceux qui pensaient que ça ne pouvait pas être pire!»

Le 21 juillet, le Conseil national des relations de travail (NLRB), nommé par Trump, a supprimé les dispositions juridiques protégeant les délégué·es syndicaux depuis 70 ans. Soi-disant pour «promouvoir la courtoisie» en milieu professionnel, le Conseil a annoncé que les employeurs auront désormais le droit de prendre des mesures disciplinaires, voire de licencier, les délégué·es qui auraient proféré des injures ou pris d'autres «mesures abusives» en violation du code de conduite décidé par l'employeur, y compris si cela concerne des réunions animées avec la direction.

La nouvelle décision, connue sous le nom de «décision General Motors», annule des dizaines d'autres prises antérieurement par le Conseil: celles qui permettaient aux représentant·es des syndicats de mener des activités de défense sans crainte. Dès 1948, le Conseil avait annoncé que «dans une réunion de règlement des conflits, la relation n'est pas une relation maître-serviteur, mais une relation entre les avocat·es de l'entreprise d'un côté et les avocat·es syndicaux de l'autre, engagé·es à titre de parties adverses égales dans un litige.»

En 1995 le Conseil estimait que «certaines insultes,

et même la défiance, doivent être tolérés lors des affrontements sur les droits contractuels.» Déjà, en 1974, la Cour suprême des États-Unis avait ajouté dans la loi sur les relations professionnelles (National Labor Relations Act, NLRA), que «le syndicat a le droit d'utiliser un langage intempestif, abusif ou insultant, sans crainte de retenue ou de sanction s'il croit qu'une telle rhétorique est un moyen efficace de faire valoir ses arguments.» En 1981, l'influent 5^e Circuit fédéral (Fifth Federal Circuit) s'y était joint en déclarant que «la loi a habituellement été interprétée comme une protection des salarié·es contre une mesure disciplinaire pour comportement impulsif, voire insubordination, au cours d'une réunion de règlement des conflits, dans la mesure ou de telles réunions exigent un échange de vues libre et franc puisqu'elles sont organisées à la suite de conflits hautement émotionnels et personnels.»

Ces décisions, et d'autres ont permis aux représentant·es syndicaux d'utiliser un langage et des gestes même «grossiers» lors de la défense de cas, face à la direction. Les mesures disciplinaires étaient interdites, sauf injures extrêmes, épithètes raciales répétées ou menaces physiques. C'est ce qu'on a appelé l'immunité des représentant·es ou le principe d'égalité.

General Motors s'est plaint de ce que les décisions antérieures du Conseil ne reconnaissait pas le droit de l'employeur «à maintenir l'ordre et le respect». «La plupart du temps», a déclaré le Conseil, les travailleurs et travailleuses sont en mesure de résoudre les conflits entre eux/elles sans recourir à des incivilités. Pourquoi ne devraient-ils/elles pas être tenu·es

1. Article publié dans *Labor Notes*, www.labornotes.org/.

Robert M. Schwartz est avocat en droit du travail. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *The Legal Rights of Union Stewards* et *No Contract, No Peace! A Legal Guide to Contract Campaigns, Strikes, and Lockouts*. Ses livres peuvent être achetés sur le site Labor Notes online store.

de traiter les différends avec les employeurs de la même façon? La courtoisie, a expliqué le Conseil, est «le seul lien commun qui peut nous unir». Le Conseil demande aux délégué·es syndicaux de faire preuve de respect, quels que soit les dires et actions d'un manager. C'est la même approche que celle préconisée par les lois britanniques «maîtres-serviteurs» (British Master-Servant Acts), des 18^e et 19^e siècles, les licenciements remplaçant toutefois l'emprisonnement...

CE QUE SIGNIFIE CETTE DÉCISION, PRATIQUEMENT

La décision vise trois situations syndicales: les réunions de règlement des conflits, les messages dans les médias dits sociaux et les piquets de grève.

RÉUNIONS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

Ces réunions sont des moments délicats bien

connus. Les responsables RH insultent souvent les représentant·es syndicaux, se moquent d'eux/elles, ou tout simplement font l'imbécile. En même temps, ils défendent le non-respect du contrat. Il n'est pas surprenant que les représentant·es syndicaux se fâchent. Avant la décision General Motors, les réponses «grossières» comme «vous racontez des conneries» ou «arrêtez de jouer au con», ne pouvaient pas servir de motif pour des avertissements ou des mesures disciplinaires plus sévères. En vertu de la nouvelle norme, les employeurs peuvent désormais punir les militant·es, le but étant de faire peur aux salarié·es.

PUBLICATIONS DANS LES MÉDIAS SOCIAUX

Les syndicalistes ont toujours pu afficher des commentaires très durs sur les managers dans les médias sociaux. Après tout, les mesures disciplinaires ne s'appliquent habituellement pas en dehors du lieu



de travail. En 2015, par exemple, le Conseil avait statué qu'une entreprise enfreignait la loi en retirant un post qui traitait un employeur de «sale enculé». En vertu des nouvelles normes, le Conseil est susceptible d'imposer des sanctions pour les «propos abusifs».

PIQUETS DE GRÈVE

Le NLRB assure depuis longtemps une protection aux grévistes, même lorsque ceux-ci ou celles-ci lancent des obscénités ou des attaques *ad hominem*. Les propos n'étaient considérés comme motifs légitimes de mesures disciplinaires, que s'ils comportaient une menace de préjudice physique ou s'il s'agissait de blagues raciales ou sexistes d'un certain niveau de gravité. La décision General Motors permet aux employeurs d'user de mesures disciplinaires à l'encontre des grévistes si ils ou elles utilisent un langage violant le code de civilité imposé par l'employeur, ce qui ajoute un autre risque.

DANS LA PERSPECTIVE D'UN CONSEIL BIDEN

L'emprise de Trump sur le Conseil national des relations du travail ne durera pas éternellement. Si Joe Biden remporte l'élection présidentielle en novembre, il pourra commencer à pourvoir les postes des membres dont le mandat expire. Mais il faudra sans doute attendre 2022, ou plus tard, pour que Biden obtienne la majorité de cinq membres. Avec le temps, un nouveau Conseil pourrait revoir certaines ou toutes les aberrations de la présidence de Trump, y compris la décision General Motors. Il est difficile de prédire ce qui pourrait sortir alors. D'ici là, les représentant·es syndicaux devront faire preuve de prudence.

QUESTIONS/RÉPONSES

Q. *Est-ce que la décision General Motors s'applique au secteur public?*

R. Non. Le NLRB n'a compétence que sur les employeurs du secteur privé. Cependant, les commissions professionnelles de l'État adoptent souvent les normes fédérales.

Q. *Le NLRB défère presque toujours les accusations sur les mesures disciplinaires contre les délégué·es syndicaux devant les processus d'arbitrage des griefs. Les arbitres appliqueront-ils les normes de la décision General Motors?*

R. Difficile à dire. Les arbitres chevronné·es sont susceptibles de s'en tenir aux normes actuelles exigeant que les employeurs tolèrent la défense zélée des droits. Les arbitres moins expérimenté·es pourraient plus facilement suivre la nouvelle approche du NLRB.

Q. *Y a-t-il quelque chose que les syndicats peuvent faire pour augmenter les chances de gagner?*

R. L'une des meilleures défenses contre ce type d'accusation est la discrimination. Les syndicats devraient faire un suivi de toutes les insultes proferées par les managers ou superviseurs contre les employé·es ou des représentant·es syndicaux.

LABOR NOTES

www.labornotes.org/
www.youtube.com/

SELON DES EXPERTS, TRUMP ET SES ALLIÉS SABOTENT DÉJÀ LES ÉLECTIONS

MIKE LUDWIG¹

Le président Trump et ses alliés s'acharnent à jeter le doute sur l'impartialité et l'intégrité du processus électoral alors que dans certains États commence le vote anticipé et que Trump est dans les sondages à la traîne du candidat démocrate Joe Biden. Dans le pays tout entier, et en particulier dans les «*battlegrounds states*» (États du champ de bataille, États pivots)², le Parti républicain s'est efforcé de restreindre l'accès des électeurs au scrutin, alors que des opérateurs politiques relèvent des irrégularités dans l'organisation rapide du vote par correspondance due à la pandémie, pour renforcer les allégations fausses de fraude électorale généralisée dont Trump fait son beurre.

Trump a systématiquement refusé de prendre l'engagement d'assurer un transfert pacifique du pouvoir s'il perdait au profit de Biden. Et, le week-end dernier, le président a déclaré que l'élection était «manifestement» truquée à son détriment. Il déploie une stratégie de mise en doute préventive des résultats électoraux défavorables que ses experts attribuent au sabotage électoral. Lors du premier débat présiden-

tiel, mardi 29 septembre – et après la déclaration de Biden qu'il accepterait les résultats de l'élection, quel que soit le vainqueur – Trump accusa, sans apporter la moindre preuve, que le vote par correspondance était une «fraude» et une «honte». Biden a relevé que Trump lui-même vote par correspondance.

«Il nous est donné aujourd'hui de voir en temps réel un président saboter une élection», a constaté Susan Stokes, politologue à l'Université de Chicago, lors d'un récent webinaire consacré à la manipulation électorale.

Des batailles juridiques opposant le GOP (Parti républicain) et les défenseurs du droit de vote à propos des règles du scrutin et des bulletins de vote par correspondance se multiplient dans les tribunaux états-uniens. Ces procédures retardent les efforts pour élargir la participation en ces temps de pandémie.

Au moins 262 poursuites concernant le scrutin en temps de pandémie ont été déposées à travers le pays, selon le *Election Law Blog* (Blog sur le droit électoral) édité par Richard L. Hasen, professeur de droit à l'Université de Californie et auteur de *Election Meltdown: Dirty Tricks, Distrust, and the Threat to American Democracy* [La débâcle électorale : coups bas, méfiance, et menace pour la démocratie américaine] (Yale University Press, mars 2020). Trump et certains républicains ont exprimé leur conviction qu'un taux de participation élevé nuit à leurs chances électorales.

Le *Washington Post* a analysé 90 procédures judiciaires portant sur le vote au niveau fédéral. Cet examen nous apprend que les juges ont massivement débouté les accusations républicaines selon lesquelles

1. Article publié sur le site Truthout (30 septembre) et le 3 octobre 2020 sur le site Alencontre, <https://alencontre.org/>. Mike Ludwig est journaliste à Truthout. En 2014 et 2017, *Project Censored* a présenté les reportages de Mike Ludwig sur sa liste annuelle des 25 principaux reportages indépendants ignorés par les grands médias.

2. NDLR : États du champ de bataille, ou encore, États disputés, États pivots, en anglais *battleground state* ou *swing states*. Aux États-Unis, l'influence de ces États peut être déterminante dans l'issue d'une campagne présidentielle.

la fraude électorale menace l'élection. Ils ont, en réalité, adopté le point de vue des groupes défendant le droit de vote et des experts qui affirment que la fraude est rare et que le système électoral est performant mais peut être amélioré. Dans un certain nombre de cas, l'élargissement de l'accès au vote par correspondance et au vote anticipé que demandaient les défenseurs du droit de vote a été soutenu par les juges fédéraux. Dans un certain nombre d'autres cas, ils ont rendu des décisions partagées³. Des dizaines de cas n'ont pas encore été tranchés.

Comme le prouvent une quantité croissante d'éléments, Trump et ses alliés, engagés dans une vaste stratégie électorale antidémocratique, s'acharnent à réduire la participation au scrutin. Mardi 29 septembre, une enquête de la chaîne de télévision britannique Channel 4 a révélé qu'en 2016 la campagne Trump a utilisé une énorme quantité de données personnelles glanées en ligne pour identifier des millions d'électeurs noirs que des publicités ciblées pourraient décourager de voter. La campagne Trump visait de manière disproportionnée les électeurs noirs dans un certain nombre d'États. L'enquête de Channel 4 se concentre sur les électeurs noirs visés à Milwaukee, dans le Wisconsin, où la participation électorale, dans les quartiers à majorité noire, a chuté en 2016. Après les élections, les instituts de sondage ont évalué que le faible taux de participation dans les bastions traditionnellement démocrates des principaux *swing states* (État pivots) fut l'une des raisons de la défaite d'Hillary Clinton contre Trump, même si la campagne de Clinton n'a guère stimulé les électeurs à se rendre aux urnes.

Richard L. Hasen et d'autres experts affirment que

3. NDLR: décisions partagées (*split decisions*): en cas de désaccord, la Cour suprême publie d'ordinaire une opinion de la majorité et une opinion de la minorité ou opinion dissidente.

l'élection à venir connaîtra probablement quelques problèmes ou irrégularités. Les électeurs enverront par poste un nombre sans précédent de bulletins de vote par correspondance, et les responsables électoraux vont fermer leurs bureaux de vote en raison de la pénurie de personnel électoral et des inquiétudes que suscite le Covid-19.

Les républicains au Congrès ont refusé d'accorder un financement supplémentaire pour les élections en raison de la pandémie, alors que les élus se chamaillent au sujet de l'aide apportée contre le Covid-19 et que les administrateurs locaux des élections ont du mal à assumer le coût de la tenue d'une élection pendant une pandémie sans précédent. Les responsables politiques de droite et l'administration Trump elle-même se saisissent déjà d'irrégularités isolées dans le vote anticipé qu'ils traquent de façon démesurée dans le but d'accréditer les allégations de Trump sur la fraude.

«Plus les élections seront bâclées, plus nombreuses seront les occasions de forger des accusations de fraude électorale en jouant sur l'incompétence bureaucratique et le cafouillis électoral», a déclaré Richard L. Hasen dans un courrier électronique adressé à *Truthout*.

Une récente tribune de Richard L. Hasen dans le *Los Angeles Times* évoquait un incident survenu dans le comté de Luzerne, en Pennsylvanie, où un agent du scrutin fut congédié pour s'être trompé dans la manipulation de neuf bulletins de vote. De façon inhabituelle, le ministère de la justice a réagi avec un communiqué de presse qui soulevait de graves problèmes d'éthique. Ce communiqué fut ensuite annulé. Il annonçait une enquête sur l'incident, et précisait que les bulletins de vote rejetés contenaient des votes pour Trump. La désinformation a rapidement parcouru la sphère médiatique de droite,

et Trump a suggéré publiquement que l'incident était la preuve d'un complot contre sa réélection. Cependant, les responsables locaux des élections ont précisé par la suite que les bulletins de vote avaient fait l'objet d'une erreur de manipulation et qu'il n'existait aucune preuve d'une activité criminelle ou frauduleuse.

«Il ne fait aucun doute que certains administrateurs électoraux, comme cela s'est produit dans le comté de Luzerne, feront des erreurs de manipulation», écrit Richard L. Hasen. «Des maillons faibles existent dans tout processus électoral. Et ils seront plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 2016 puisque le Congrès n'a pas accordé un financement suffisant pour faire face aux coûts supérieurs dus à l'augmentation du nombre de scrutateurs et aux frais d'expédition des votes par correspondance en temps de pandémie.»

Richard L. Hasen affirme que les administrateurs électoraux doivent rester transparents sur des erreurs inévitables mais isolées, et que les médias doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils signalent des fraudes électorales. Les règles du vote par correspondance varient d'un État à l'autre, et les médias doivent clairement préciser que des erreurs et des irrégularités ne sont pas la même chose que la fraude, qui est rare et qui suppose un effort délibéré pour influencer les résultats des élections. Dans tout le pays, les responsables électoraux et les défenseurs du droit de vote craignent que l'anxiété infondée qu'ont suscitée Trump et ses alliés à propos de la fraude ne se traduise par une intimidation des électeurs se rendant aux bureaux de vote. La semaine dernière, les responsables électoraux de Fairfax, en Virginie, ont confirmé qu'une manifestation de partisans de Trump avait intimidé les électeurs en bloquant l'accès à un bureau de vote ouvert pour le vote anticipé.

Trump a clairement indiqué qu'il n'accepterait pas tranquillement sa défaite, et les défenseurs du droit

issus de tous les horizons politiques se préparent au pire. Une coalition de 50 personnes expertes dans les domaines du droit électoral, du droit de vote, de la cybersécurité, des médias et de la santé publique a formé le National Task Force on Election Crises (Groupe de travail national sur la crise électorale)⁴ pour recommander des réponses politiques à un éventuel fiasco électoral. Un réseau d'électrices et d'électeurs, d'activistes, Protect the Results, s'est engagé à organiser des manifestations de rue dans le cas où Trump refuserait d'accepter les résultats de l'élection. Protect the Results est d'ores et déjà soutenu par 100 organisations de défense des droits, aussi bien de gauche que de droite.

«Donald Trump tweete qu'il n'acceptera pas les résultats de l'élection s'il perd, et il jette un doute sur la tenue du processus électoral afin de supprimer le vote», a déclaré Christina Harvey, directrice générale de Stand Up America, partenaire de la coalition Protect the Vote, dans une déclaration récente. «Il représente une menace existentielle pour notre démocratie.»

Traduction rédaction À l'Encontre

4. NDLR : National Task Force on Election Crises : *«Le Groupe de travail national sur la crise électorale est une association multipartite de plus de 50 experts qui se consacrent à assurer une élection générale libre et juste en 2020 en recommandant des réponses à une gamme de crises électorales potentielles. Le seul résultat électoral que préconise ce groupe est celui obtenu par une élection est libre et juste.»*

LE FREE SPEECH MOVEMENT DE BERKELEY, 56 ANS APRÈS

SAMUEL FARBER¹

Le mouvement pour la liberté d'expression de Berkeley (Californie) a été un moment décisif pour le mouvement étudiant des années soixante. Grâce à une mobilisation sans précédent, contre la généralisation des règles inspirées du maccarthysme, qui visaient à interdire l'action politique dans les campus, et refusant de permettre à l'Administration de diviser le mouvement, les étudiants ont gagné le droit fondamental à la liberté d'expression sur le campus.

Au début de l'automne 1964, un groupe d'étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs de l'université de Berkeley en Californie, ont commencé à protester contre l'administration du campus pour défendre leur droit à la liberté d'expression. Rapidement, la protestation a pris de l'ampleur, impliquant un grand nombre d'étudiants soutenus par des groupes importants de professeurs et de personnels, et en décembre le mouvement avait eu gain de cause pour ses principales revendications: le droit de mener des actions politiques aux abords du campus et, plus encore, à l'intérieur du campus lui-même.

Le mouvement a également politisé et radicalisé des centaines d'étudiants, dont beaucoup ont rejoint

la lutte en cours du mouvement pour les droits civiques à Oakland, Berkeley et San Francisco, et le mouvement contre la guerre au Vietnam le semestre suivant.

Personne n'était mieux placé pour écrire sur cette protestation que Hal Draper, alors bibliothécaire de cinquante ans à l'université, qui a été au centre du mouvement du début à la fin et a joué un rôle extrêmement influent en tant que mentor politique, pour de nombreux leaders et militants étudiants impliqués.

Son pamphlet, *The Mind of Clark Kerr*, sur Kerr, alors président de l'Administration de l'Université de Californie, a été largement lu et a eu un impact notable sur le mouvement, y compris sur la critique par Mario Savio, leader du Free Speech Movement (FSM), de Kerr qui voyait l'université comme une usine de production de connaissances. *Berkeley: The Student Revolt* de Draper est une nouvelle édition de ses écrits sur l'histoire du Free Speech Movement (FSM), publiée pour la première fois en 1965, peu de temps après la victoire du mouvement.

Le livre est une analyse politique, basée sur une présentation minutieuse et méthodique d'une lutte politique, par un auteur qui insiste sur le rapport de forces en constante évolution, entre les camps opposés sur le terrain. Il suit cette dynamique en détail, depuis le moment où le mouvement démarre, lorsque le pouvoir est dans les mains des autorités du campus soutenues par de puissants intérêts économiques et politiques, jusqu'à sa fin, lorsque le pouvoir appartient aux étudiants, qui ont obtenu le soutien de la grande majorité des professeurs, face à un campus et

1. Cet article est une note de lecture critique de la nouvelle édition de *Berkeley: The Student Revolt* de Hal Draper avec une introduction de Mario Savio (Chicago, Haymarket Books, 2020). Samuel Farber est né et a grandi à dans le quartier de Marianao à La Havane, Cuba. Il a rejoint les Etats-Unis en 1958. Universitaire, il a écrit de nombreux ouvrages critiques sur Cuba et la révolution castriste, dont *Che Guevara, ombres et lumières d'un révolutionnaire*, le seul de ses ouvrages qui a été traduit en français (Syllepse, 2017).

à une administration universitaire, intransigeants et politiquement sourds.

L'histoire du FSM par Draper est un exemple de la manière dont il est possible de développer une analyse politique, en partant d'un point de vue clairement favorable au FSM. L'analyse se base sur *Socialism from Below* [Le socialisme par en bas], qu'il articule dans *The Tow Souls of Socialism* [Les deux âmes du socialisme²], publié à l'origine sous forme d'article en 1960, puis sous forme de pamphlet largement diffusé, épousant le point de vue selon lequel les opprimés doivent, par eux-mêmes, entreprendre directement la lutte pour leurs intérêts et pour leur émancipation, au lieu de l'attendre de leurs dirigeants ou de soi-disant sauveurs.

Les étudiants de Berkeley ont pu gagner la bataille pour la liberté d'expression avec une protestation sans précédent et une mobilisation radicale, allant bien au-delà de la lutte habituelle contre le libéralisme. Les étudiants ont repoussé la généralisation des règles, inspirées par McCarthy dans les années 1950, pour étrangler les actions politiques sur le campus. L'administration avait adopté ces règles sous la pression des entreprises de la région, des autorités locales et de l'État, ainsi que sous la pression des règles elles-mêmes. Le mouvement FSM absolument démocratique par son militantisme croissant, a vaincu les efforts de l'administration malgré

ses concessions initiales et ses tentatives pour scinder le mouvement, profitant de l'intransigeance de cette administration et de sa surdité politique.

LES RACINES DU MOUVEMENT

Le récit de Draper sur le FSM commence par la formation d'une coalition d'un grand nombre d'organisations politiques et sociales du campus qui se sont rapidement réunies pour lutter contre une série de nouvelles restrictions sur l'activité politique sur le campus, imposées par l'administration Berkeley en septembre 1964.

Cela, explique-t-il, faisait partie de la réaction politique conservatrice au niveau de participation très élevé des étudiants dans les manifestations militantes pour les droits civiques à Berkeley, Oakland et San Francisco, principalement contre la discrimination des Noirs en matière d'emploi.

Cette réaction était dirigée par les forces conservatrices de la communauté des affaires d'Oakland, avec le journal de droite *Oakland Tribune*, que possédait et publiait l'ancien sénateur républicain William

Knowland, fervent partisan du généralissime chinois Chiang Kai-shek.

Son journal a mené une campagne contre les *Berkeley Reds* [les rouges de Berkeley] qui nuisaient aux intérêts des milieux d'affaires d'Oakland, comme dans le cas des restaurants qui étaient fréquemment l'objet de piquets de grève à Jack London Square,



2. Hal Draper, *Les deux âmes du socialisme*, Paris, Syllepse, 2008.

principale attraction touristique d'Oakland, pour les forcer à embaucher des travailleurs noirs.

Ces pressions de droite ont trouvé un fort écho parmi le conseil des régents à la tête de l'université, qui avaient été nommés par le gouverneur de la Californie, la majorité d'entre eux étant des hommes d'affaires éminents et des partisans du statu quo.

Le gouverneur de l'époque Edmund «Pat» Brown (le père du récent gouverneur Jerry Brown) était un défenseur libéral de la liberté d'expression dans des endroits où un tel plaidoyer avait peu de chances d'avoir des conséquences pratiques, comme dans le cas d'un discours prononcé en défense du concept abstrait de la liberté d'expression à l'Université de Santa Clara politiquement non impliquée en 1961. Cependant, confronté à la protestation des FSM, le gouverneur Brown a adopté une loi stricte et le maintien de l'ordre.

Suivant la stratégie de triangulation caractéristique de nombreux libéraux, Brown s'accommoda des forces de droite, se présentant comme le défenseur de «la loi et l'ordre», de peur de perdre des soutiens électoraux au profit de la droite politiquement conservatrice. (Il s'est avéré que son accommodement à la droite a été décidé en vain et ne l'a pas empêché de perdre sa réélection au profit de Ronald Reagan en 1966, qui promettait une ligne dure contre les manifestants.)

Dirigés par le chancelier conservateur de Berkeley Edward Strong et Clark Kerr, un technocrate libéral de l'establishment, les autorités du campus n'ont pas eu besoin de beaucoup de pression pour céder aux forces conservatrices extérieures. Bien avant l'automne 1964, les autorités du campus avaient limité l'activité politique sur le campus, rendant presque impossible la tenue d'un meeting politique, héritage important de l'influence maccarthyste sur la politique

californienne des années cinquante. En conséquence, les organisations étudiantes politiques étaient obligées de se réunir à l'extérieur du campus dans des locaux loués, principalement au Stiles Hall du YMCA voisin.

Cette fois, cependant, les autorités du campus décidèrent d'aller beaucoup plus loin dans la limitation des activités politiques, en tirant parti d'un point juridique, la «découverte» qu'une partie d'un trottoir était en fait propriété du campus plutôt que de la ville, et donc interdite aux actions politiques non autorisées des étudiants, telles que la préparation de dépliants et la mise en place de tables de documentation du personnel dans la partie la plus fréquentée du campus de Bancroft Way et Telegraph Avenue.

Au départ, l'administration du campus a adopté une ligne dure, rejetant les demandes de la coalition naissante FSM de continuer à utiliser la désormais célèbre bande de trottoir pour la diffusion d'écrits politiques. Puis, contraints par le militantisme croissant des activistes et le soutien des étudiants diplômés et de premier cycle, qui s'est développé en réponse à la position de l'administration, les autorités de l'Université de Californie et celles de son campus de Berkeley se sont lancées dans une série de négociations, faisant des concessions puis les retirant, lorsqu'ils estimaient que les manifestants faiblissaient.

Comme le note Draper, la réaction entêtée des administrations du campus et de l'université a été en partie influencée par la pression croissante des forces conservatrices de l'extérieur, mais aussi par la croyance illusoire de l'administration en l'hypothèse incontestée, selon laquelle l'administration pourrait surmonter les manifestations étudiantes sans trop de difficulté. Sans surprise, cette confiance en soi a conduit à des réponses brutales et politiquement sourdes qui ont grandement miné la confiance que

l'administration conservait encore parmi une partie des étudiants et des professeurs.

Cependant, si la croissance du FSM a été stimulée par les manœuvres de va-et-vient de l'administration qui ont progressivement délégitimé son autorité, c'est la direction du mouvement qui a joué le rôle clé dans la construction et le renforcement du soutien des étudiants et des professeurs au FSM.

Comme le montre Draper, ce leadership, constitué pour l'essentiel d'étudiants radicaux et socialistes de premier cycle et de cycles supérieurs, dotés d'une expérience et de compétences politiques considérables, a pu tenir une ligne claire entre, d'une part, les tendances libérales et social-démocrates d'une partie des étudiants qui auraient pu compromettre les objectifs principaux du mouvement, et d'autre part, un ultra-gauchisme qui aurait pu discréditer le mouvement aux yeux de la grande majorité des partisans, qui rejetaient toute provocation inutile des autorités du campus sans rapport avec leurs justes griefs.

Comme le note Draper, non seulement cette direction a dû faire face aux autorités universitaires, mais elle a également dû faire face à des divisions internes au sein de ses propres rangs. Certains n'étaient pas nécessairement concernés par les revendications de liberté d'expression elles-mêmes, principalement axées sur le rétablissement du droit de distribuer librement des tracts sur le trottoir contesté et à l'intérieur du campus lui-même. Les actions de plus en plus militantes que la direction a adopté comme moyen de faire pression sur les tactiques arbitraires et manipulatrices des autorités universitaires, étaient principalement préconisées par les socialistes et les radicaux.

Le plus important de ces clivages internes potentiels, écrit Draper, est le résultat d'initiatives prises par l'éminent sociologue de Berkeley Seymour Martin

Lipset. Avec les dirigeants des Jeunes démocrates d'Amérique et l'aile droite social-démocrate de la Ligue socialiste des jeunes, Lipset a organisé une réunion chez lui avec Clark Kerr. Lors de cette réunion, Kerr a exhorté les modérés à se séparer du FSM afin qu'il y ait un groupe avec lequel il puisse négocier. Ayant accepté de le faire en échange de concessions promises sur la question de la liberté d'expression, les modérés ont quitté la réunion, convaincus que Kerr tiendrait sa promesse.

Mais lors d'une deuxième réunion le lendemain avec Kerr et le vice-président de l'UC, Earl Bolton, ainsi qu'avec des représentants étudiants des jeunes républicains conservateurs, ils découvrirent avec une grande désillusion que Kerr n'envisageait aucune concession. Draper cite le commentaire indigné de l'un des participants social-démocrates suite à la réunion : « *Il voulait que nous cédions sans même offrir quoi que ce soit.* » C'est cette action de Kerr, en tant que chef de l'université, qui a poussé bon nombre de modérés à soutenir les actions militantes menées par la direction du mouvement, qui comprenaient divers rassemblements de masse, sit-in et la grève prévue en décembre 1964.

Draper note qu'il demeura des divisions dans les rangs du mouvement. Ainsi, alors que le mouvement approchait de son apogée, lorsque les dirigeants ont appelé à la grève, certains individus et groupes d'étudiants s'y sont activement opposés. Mais, ils n'ont pas réussi à obtenir un soutien significatif, même parmi les étudiants qui étaient contre ou qui étaient ambivalents à propos de la grève. Comme le dit Draper :

Dans un conflit dynamique, il n'y a pas seulement une majorité et une minorité : l'opposition n'est pas un tout homogène. Une section peut être neutralisée, abandonnant totalement l'opposition, sans passer du côté actif. Une autre section, tout en restant

dans l'opposition, peut être tellement dans l'incertitude – tacitement impressionnée par l'attrait de la position à laquelle elle s'oppose formellement – que son opposition est bloquée dans la pratique. De même qu'une force donnée exerce un effet de levier proportionnel à sa distance du point d'appui, une force combattante exerce un effet de levier dans le conflit qui est proportionnel, non seulement au nombre de ses membres mais aussi à la force de ses convictions et à la fermeté de ses partisans.

C'est la corrélation des forces qui, comme le décrit Draper, a fini par amener la faculté, qui avait initialement occupé la position médiane et modératrice du conflit, à soutenir le FSM. Ainsi, alors qu'environ deux cents professeurs avaient initialement soutenu le mouvement à l'automne, en décembre, face à la grève massive des étudiants, le sénat de la faculté a adopté une résolution clairement favorable aux revendications du mouvement étudiant avec un vote retentissant de 824 contre 115, et a donc implicitement approuvé la grève étudiante.

Mais Draper note que, contrairement au corps étudiant de plus en plus militant et politiquement radicalisé, la victoire des sympathisants de la faculté FSM était simplement conjoncturelle. Autrement dit, cela ne reflétait pas une radicalisation réelle du corps enseignant, comme l'ont indiqué les résultats d'une élection convoquée par le sénat de la faculté pour former un comité exécutif d'urgence. Pour faire face aux «*problèmes découlant de la crise actuelle*», une majorité de «*modérés*» qui n'avaient pas été membres du groupe des deux cents a fini par être élue.

En fin de compte, le FSM a remporté toutes ses revendications les plus importantes en matière de liberté d'expression, permettant aux organisations étudiantes enregistrées de se réunir non seulement sur le trottoir contesté, mais n'importe où sur le cam-

pus, et d'organiser des événements politiques gratuitement et sous réserve uniquement de limitations relativement minimales. De plus, des militants diplômés des FSM ont formé l'un des tout premiers syndicats d'assistants d'enseignement et de recherche du pays (AFT Local 1570), dont je suis un des membres fondateurs en tant qu'assistant de recherche diplômé à Berkeley à l'époque.

Et, pour la première fois sur le campus de Berkeley, une liste composée d'activistes de premier cycle de la FSM a remporté les élections à l'association officiellement établie des étudiants de l'Université de Californie (ASUC), dont les étudiants des cycles supérieurs avaient été exclus des années auparavant par l'administration. Celle-ci comptait sur la privation de leurs droits comme un moyen de limiter l'influence de la gauche dans l'organisation.

Compte tenu de ces victoires et des milliers d'étudiants qui se sont impliqués dans le mouvement (dont quelque huit cents arrêtés lors d'un sit-in à Sproul Hall, le bâtiment administratif), Hal Draper peut légitimement prétendre, comme il le fait dans son livre, que le FSM «*est probablement l'action la plus puissante et la plus réussie jamais réalisée par une organisation étudiante américaine en conflit avec l'autorité*».

Ses effets se sont fait sentir même après sa fin : la radicalisation de centaines d'étudiants et leur victoire sur l'administration universitaire ont alimenté la croissance et le développement du mouvement radical contre la guerre au Vietnam, qui a démarré dans la région de la Baie au cours des années suivantes, durant le semestre du printemps 1965.

LE TOURNANT RADICAL DE BERKELEY

Lorsque je suis arrivé sur le campus à l'automne 1963 pour rejoindre le département de sociologie en tant que nouvel étudiant diplômé, il n'y avait environ

que deux cents étudiants militants actifs sur le campus. Étant donné leur nombre, j'ai fini par connaître la plupart d'entre eux de vue, sinon de nom, en participant aux rassemblements pour les droits civiques, aux manifestations et à la distribution de tracts sur le trottoir, qui sera contesté plus tard sur Bancroft et Telegraph. À la fin de l'automne 1964, cependant, je n'étais plus en mesure de connaître la plupart d'entre eux car leur nombre avait probablement été multiplié par dix.

Un processus similaire a eu lieu au niveau le plus proche de mon département, où j'ai commencé, entouré d'une douzaine d'étudiants diplômés radicaux, socialistes et politiquement actifs, et finit entouré d'un nombre significativement plus important grâce au Free Speech Movement et aux débats et événements connexes, organisés par le Graduate Sociology Club tout au long de l'automne 1964.

J'ai également constaté que des étudiants modérés de mon département, qui avaient résisté au début du semestre et débattu activement contre les initiatives et propositions des radicaux, se sont radicalisés sous l'impact des événements et sont venus à nos côtés.

C'est pourquoi les interprétations contemporaines du FSM, comme le livre de Robert Cohen, *The Free Speech Movement*, qui décrivent ce mouvement comme un mouvement fondamentalement libéral à la poursuite d'un objectif libéral, sont erronées. Cela aurait pu être le cas au début du semestre de l'automne 1964, lorsque les manifestations ont débuté. Mais au fur et à mesure des luttes contre les autorités, des centaines d'activistes du FSM se sont radicalisés alors qu'ils se tournaient vers des actions de plus en plus militantes qui allaient bien au-delà des limites de la légalité du campus.

Cela incluait la désobéissance civile pour résister à la police et la remise en cause radicale de la politique

du campus de Berkeley, des autorités universitaires, des régents de l'université et des puissants intérêts commerciaux opposés au mouvement étudiant et à la lutte pour les droits civiques qui l'avait déclenché. Ayant commencé comme un mouvement composé principalement d'étudiants libéraux, à la fin du semestre de 1964, le mouvement s'était transformé en un mouvement démocratique radical qui allait bien au-delà de la politique et des méthodes du libéralisme américain.

Certes, ce mouvement a été dirigé depuis le début principalement par des radicaux et des socialistes qui, comme Mario Savio, avaient acquis leurs compétences politiques dans d'autres luttes, comme le mouvement des droits civiques, dans les années précédant le FSM. En particulier, Savio et beaucoup d'autres s'étaient récemment radicalisés suite à leurs expériences dans le mouvement Mississippi Freedom Summer, qui avait eu lieu pendant les vacances d'été précédant l'automne 1964.

A la tête d'une fédération FSM très démocratique, ces leaders expérimentés, à travers leurs nombreux rassemblements, tracts et discussions informelles en classe et autres activités scolaires, ont réussi à persuader et à exhorter les élèves à prendre des mesures de plus en plus radicales.

Comme d'autres analystes du FSM, Cohen sous-estime également le rôle clé joué par les socialistes de diverses tendances dans le mouvement. Contrairement aux autres campus américains, où les radicaux Students for a Democratic Society SDS (étudiants pour une société démocratique) étaient devenus l'organisation de gauche prédominante au milieu des années soixante, la gauche organisée sur le campus de Berkeley était majoritairement socialiste. Le SDS de Berkeley a joué un rôle très mineur

pendant le FSM, et ses membres ont agi individuellement mais pas en tant que groupe organisé.

Trois groupes socialistes constituaient la gauche organisée. L'un était le Independent Socialist Club (International Socialists, ou IS après 1969) sous la direction idéologique de Hal Draper. Il avait une politique révolutionnaire socialiste de gauche de «troisième camp», historiquement enracinée dans le mouvement trotskiste, mais dont il s'était écarté depuis près de vingt-cinq ans, adoptant l'idée que l'URSS était plutôt une nouvelle forme de société de classe qu'un «État ouvrier dégénéré», comme Trotsky l'avait soutenu.

Le deuxième groupe socialiste était la Young Socialist Alliance, le groupe de jeunes du Socialist Workers' Party (trotskiste «orthodoxe»). Le troisième groupe était le W. E. B. Du Bois Club, étroitement lié au Parti communiste américain. Ensemble, ces trois groupes comptaient une centaine de membres étudiants actifs.

Cohen accorde encore moins d'attention aux nombreux étudiants – pour la plupart des diplômés préparant leur diplôme de maîtrise et de doctorat – qui, comme Savio, n'étaient membre d'aucun des trois groupes socialistes organisés sur le campus, mais étaient néanmoins des socialistes politiquement expérimentés. Ces étudiants ont été très actifs dans le mouvement et ont joué un rôle important dans le FSM en tant que cadres et organisateurs, en particulier dans les départements universitaires tels que la sociologie, l'histoire et les mathématiques, ainsi que dans l'AFT American Federation of Teachers (Fédération américaine des enseignants) nouvellement fondée localement et dans le mouvement anti-guerre qui s'est considérablement développé sur le campus à partir du printemps 1965.

Ces étudiants, avec ceux nombreux de premier

cycle, en particulier des cycles supérieurs membres des trois groupes socialistes, étaient délibérément venus à Berkeley en raison de sa réputation politique, en plus de sa réputation académique et du financement généreux fourni par l'État, le gouvernement fédéral et de nombreuses fondations, à une époque où l'enseignement public supérieur était en plein essor en Californie et ailleurs. Dans les années 1960, il était difficile de résister à l'offre à Berkeley d'une politique radicale et socialiste, d'un haut niveau académique, d'un soutien financier abondant et d'un excellent climat.

D'autres facteurs ont contribué à faire de Berkeley un pôle d'attraction dans les années 1960. À l'époque, la grande majorité des étudiants de premier cycle de Berkeley venaient de Californie, alors que les diplômés venaient d'autres états des États-Unis et de nombreux pays à l'étranger. L'admission au premier cycle était limitée à ceux qui avaient obtenu une moyenne de B + ou plus en secondaire; cependant, les frais de scolarité pour les étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs étaient très bas pour ceux qui résidaient en Californie (titre de resident que les citoyens américains et les immigrants titulaires de «cartes vertes» pouvaient acquérir dans l'année suivant leur arrivée dans l'État). Cela a rendu Berkeley accessible aux étudiants de premier cycle issus de la classe ouvrière et de la classe moyenne inférieure (à l'époque, la plupart des étudiants diplômés étaient financés par des bourses ou en étant assistant d'enseignement et de recherche).

Comme Berkeley n'était pas encore embourgeoisée, la grande majorité des étudiants, tant du premier cycle que des cycles supérieurs, vivaient non loin du campus, payant des loyers relativement modérés et entourés d'un réseau dense de cafés, librairies et coopératives de restauration et de résidences. Quelques

années plus tard, il y eu aussi un hebdomadaire radical, le *Barb*, principalement orienté vers la communauté du campus. Tous ces éléments ont grandement facilité la communication et l'organisation du mouvement étudiant.

Par exemple, j'ai fait partie d'un «arbre téléphonique» qui m'informait des actions organisées en urgence par le FSM. Comme je n'habitais qu'à sept pâtés de maisons du campus, je pouvais venir en très peu de temps, comme de milliers d'autres étudiants.

Certes, il y avait des manques majeurs dans l'univers radical de Berkeley. Comme c'était généralement le cas pour l'enseignement supérieur en Californie et dans le reste des États-Unis, à l'exception de certains collèges communautaires, le corps professoral et étudiant était composé quasiment que de Blancs – à l'exception d'un nombre important de Nippo-Américains, qui étaient les enfants de ceux qui avaient été internés dans des camps pendant la Seconde Guerre mondiale et qui constituaient ainsi la troisième génération ou «Sansei» de ce groupe.

Ni le concept ni le terme «action positive» n'étaient encore largement connus, alors même que j'étais un membre actif du groupe universitaire du Congrès pour l'égalité raciale (CORE), qui avait commencé à organiser des actions étudiantes basées sur cette notion en 1963 et 1964, formant des comités étudiants (dont je faisais partie) pour rendre visite aux magasins de Berkeley et d'Oakland et leur demander de signer des accords s'engageant à embaucher un travailleur noir pour deux embauches. L'entente tacite était qu'ils auraient des piquets de grève s'ils ne signaient pas ou ne respectaient pas leur engagement. Ainsi, nous étions des praticiens de la politique d'«action positive» (en fait, de quotas) avant même de connaître le terme lui-même.

Pour certains dirigeants des FSM, comme Michael

Rossmann, ce n'était pas principalement des motifs politiques, mais le mécontentement et l'aliénation dues aux pratiques éducatives de Berkeley, au niveau du premier cycle, qui inspiraient et alimentaient le mouvement FSM. L'aliénation dont parle Rossmann était réelle. Une grande partie de l'enseignement de premier cycle à Berkeley, du moins en sciences humaines et sociales, prenait la forme de grandes conférences impersonnelles.

À l'exception de certaines stars comme Carl Schorske du département d'histoire, de nombreux professeurs célèbres, qui attiraient beaucoup d'étudiants, n'étaient souvent pas disponibles pour enseigner et laissaient leur place à des professeurs inconnus. De plus petites sections de discussion accompagnaient généralement les amphithéâtres, mais étaient gérées par des étudiants diplômés, en tant qu'assistants d'enseignement (AT), généralement à peine plus âgés que les étudiants de premier cycle.

Les étudiants ont également dû faire face à une administration étouffante. À l'époque, Berkeley comptait près de trente mille étudiants, bien plus d'un millier de professeurs et un nombre encore plus important de personnel. Tous étaient soumis à une lourde bureaucratie, avec laquelle il était souvent très frustrant et difficile de composer. Il y avait beaucoup de papiers à remplir et les processus étaient si compliqués qu'il était souvent difficile de discerner qui était en charge de quoi.

Cette réalité bureaucratique se prêtait à la critique et au mépris des étudiants. Le slogan populaire «Ne pliez pas, ne désaxez pas, n'abimez pas [les étudiants]» était une satire des instructions que les étudiants devaient suivre lorsqu'ils saisissaient leurs données personnelles dans des cartes rectangulaires, une caractéristique clé de la technologie IBM utilisée à l'époque à des fins administratives.

Cependant, Draper contredit Rossman en citant les conclusions de deux enquêtes menées à l'époque par le professeur Robert Somers du département de sociologie. Ces enquêtes montrent que bien qu'il y ait eu un mécontentement latent quant à la qualité de l'enseignement dispensé par l'Université, c'était la colère des étudiants privés de leur droit à l'action politique qui avait clairement motivé leur participation au FSM.

LE FREE SPEECH MOVEMENT ET LA NOUVELLE GAUCHE

Nonobstant le rôle important que les socialistes de toutes sortes jouaient au sein du FSM, seule une minorité d'étudiants militants des FSM pouvaient être considérés ou se considéraient comme socialistes. Mais la direction comprenait une plus grande proportion de socialistes. Comme Draper le décrit avec précision, les militants et les dirigeants non socialistes étaient, pour la plupart, des radicaux nouvellement politisés, qui se focalisaient sur des problèmes particuliers, réticents à établir des liens entre les diverses questions pour adopter une vision globale de la société. C'était ce qu'ils considéraient comme une approche «pragmatique», non idéologique.

Pour illustrer cette approche, Draper cite un étudiant radical qui décrit son positionnement politique, comme la somme des positions qu'il avait adoptées sur un certain nombre de questions distinctes, telles que les droits civiques et la guerre au Vietnam. Dans son excellente analyse et discussion de ce nouveau radicalisme, Draper note que, plutôt que de rejeter l'idéologie et la théorie en tant que telles, ce radicalisme «pragmatique» a spécifiquement rejeté les «anciennes» idéologies et théories radicales comme le communisme et, bien que dans une bien moindre mesure, la social-démocratie.

Il ajoute que cela s'est produit en réaction à «l'échec de tous les partis précédents du radicalisme américain à devenir des mouvements de masse», en particulier parmi les nombreux étudiants radicaux élevés dans des foyers autrefois communistes. C'est le noyau de ce qui est devenu la «nouvelle gauche».

Pour ces nouveaux gauchistes, rejeter l'idéologie communiste sans tomber dans l'ornière de l'anticommunisme de l'establishment, revenait à rejeter l'idéologie de leurs parents, non pas parce qu'elle était communiste, mais parce que c'était une idéologie. Leur position non idéologique a également résolu leur inquiétude selon laquelle les différences idéologiques pourraient nuire à l'unité du mouvement.

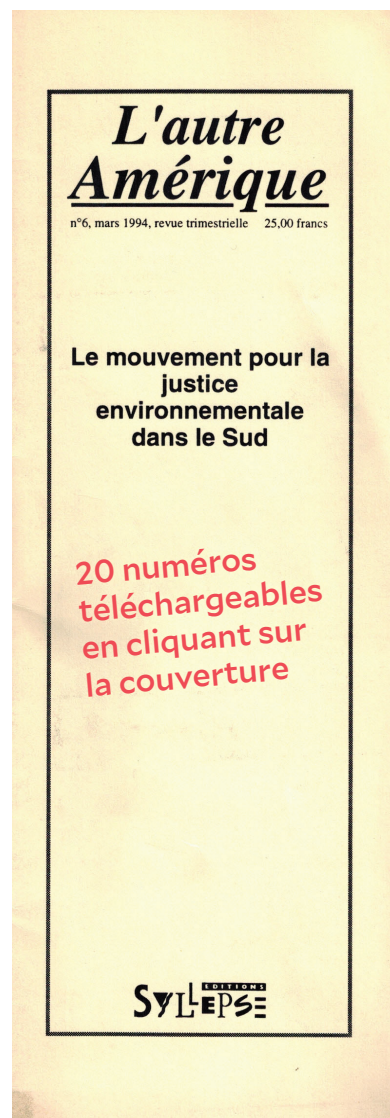
Et en fait, le FSM, qui était à l'origine une coalition d'organisations, a évité de tirer trop de conclusions générales sur ce qu'il faisait, et il a donc été laissé à des groupes socialistes comme l'ISC le soin de se charger de cette tâche. D'un autre côté, cela a limité et contraint le développement politique du mouvement (en l'empêchant de se connecter à d'autres luttes en cours) et en a réduit la portée. Ainsi, comme le résume Draper, «*le FSM pourrait jouer un rôle d'action, mais pas un rôle idéologique*».

Mon expérience au FSM a influencé mon développement politique alors que je vivais et assistais à la politisation et à la radicalisation des étudiants, du personnel du campus et même de certains membres du corps professoral, à travers leurs expériences dans la lutte contre l'administration et contre la police lancée contre nous par le gouverneur démocrate Pat Brown.

J'ai appris dans la pratique que, contrairement aux gauchistes qui pensent que les gens sont plus susceptibles de se battre et de se révolter lorsqu'ils ont été vaincus et mis à terre, remporter des victoires, et surtout de grandes victoires, autonomise les gens,

augmente leurs attentes et nourrit leur appétit politique. La défaite, en revanche, et il y a eu des défaites provisoires au cours de cette lutte, tend à démoraliser les gens, à limiter leurs attentes et à les encourager à vouloir conserver ce qu'ils ont, au lieu de s'efforcer de s'émanciper et d'étendre leur pouvoir politique.

Traduction: Christine Schmitt



LES FEMMES DE MÉNAGE DES HÔTELS BRISENT LE SILENCE SUR LES AGRESSIONS

JENNY BROWN¹

Alors que Dominique Strauss-Kahn pénétrait dans le Palais de justice de Manhattan, le 6 juin dernier, il fut accueilli par 200 femmes de chambre qui scandaient «Honte à vous!».

L'ancien directeur du Fond monétaire international et candidat à l'élection présidentielle française est traduit en justice sous l'accusation d'avoir agressé sexuellement une femme de chambre le mois dernier dans sa chambre du très sélect hôtel Sofitel.

Les femmes de chambre syndiquées étaient là pour dire que sur la base de leur expérience avec les clients des hôtels, elles croyaient leur collègue de travail. Elles racontent que les clients font de l'exhibitionnisme, proposent d'acheter leurs services sexuels, les attrapent et les tripotent, et parfois, tentent de les violer.

L'énorme publicité autour de l'«affaire Strauss-Kahn» a brisé le silence sur les agressions sexuelles dont sont victimes les employées d'hôtel. Une autre femme de chambre, employée de l'hôtel de luxe new-yorkais Pierre, a ainsi fait état de l'agression sexuelle dont elle a été victime, le 29 mai dernier, de la part d'un éminent banquier égyptien.

Enfin, le 2 juin, sous l'égide du syndicat de l'hô-

1. Éditrice à *Labor Notes* (www.labornotes.org/) et membre de Redstockings of the Women's Liberation Movement (www.redstockings.org). Article paru dans *Labor Notes*, 16 juin 2011, Detroit, États-Unis et dans Christine Delphy (coord.), *Un trousseau de domestiques*, Paris, Syllepse, 2011.

tellerie, Unite Here², des dizaines d'employées d'hôtel de huit grandes villes ont publiquement évoqué le harcèlement et les agressions commises par des clients: «Ces clients pensent qu'ils peuvent nous utiliser pour tout ce qu'ils veulent, parce que nous n'avons ni le pouvoir ni l'argent dont ils disposent», raconte Yazmin Vasquez, femme de chambre à Chicago.

HUMILIATION ET IRRESPECT

Au cours de la conférence de presse de Toronto (Canada), Cecily Phillips, a déclaré qu'elle se sentait «humiliée, sale et effrayée» après qu'un client l'eut tripotée alors qu'elle faisait le lit. «Les clients nous proposent de l'argent en échange de massages – mais ce ne sont pas des massages qu'ils veulent, c'est autre chose», raconte Elizabeth Moreno qui travaille depuis dix-huit ans dans les hôtels de Chicago. Quand elle

2. NdE: Contrairement à ce qu'écrit le chroniqueur peu avisé de l'hebdomadaire *VSD* (n° 1763, 9-15 juin) qui «observe» que DSK a été accueilli par les «*cris scandalisés*» d'un syndicat «*improvisé*», Unite Here compte 250 000 membres parmi les employé·es qui travaillent dans les hôtels, les salles de jeux, les blanchisseries, les aéroports. C'est aussi un syndicat transnational puisqu'il organise les travailleurs et les travailleuses de la branche aussi bien aux États-Unis qu'au Canada. La majorité de ses membres sont des femmes dont nombre sont afro-américaines, latines ou asia-américaines. Quarante-trois de ses adhérent·es sont mort·es dans l'attentat du World Trade Center en septembre 2001. Le 2 juin 2011, le syndicat a lancé une campagne pour «*briser le silence sur les dangers du travail dans les hôtels*». Une coordination des employé·es d'hôtels de huit villes différentes a été mise en place pour revendiquer notamment le droit de travailler en pantalon et d'être équipé d'une alarme à utiliser en cas d'urgence.

porte les repas dans les chambres, certains clients l'attendent nus.

Le problème est si répandu que les travailleuses des hôtels de San Francisco et de Hawaï ont résisté aux tentatives des directions de leur faire porter des jupes. Elles disent que les uniformes les rendent plus sujettes au «pelotage» alors que leur travail demande qu'elles se penchent sur les lits, les baignoires et les sols. Une employée raconte que depuis qu'un client a fait irruption en exhibant ses parties génitales dans la salle de bain qu'elle nettoyait, elle porte plusieurs épaisseurs dans l'espoir de dissuader ces tentatives.

Selon une représentante syndicale, au Sofitel de New York, où Dominique Strauss-Kahn occupait une chambre à 3 000 dollars la nuit, la direction avait désormais remplacé les jupes d'uniforme par des pantalons et des tuniques.

La sécurité des personnels de chambre est cependant compromise par les réductions d'effectifs qui laissent les femmes isolées pendant leur travail. Ainsi, à Hawaï, alors que les femmes de chambre qui doivent entrer dans les chambres le soir pour ouvrir les lits ont l'habitude de travailler à deux, les directions leur demandent désormais de travailler seules, ce qui provoque chez elles un sentiment d'insécurité.

Dans tout le pays, les plaintes alimentent des actions syndicales. Les travailleuses luttent pour avoir le droit de maintenir ouverte la porte des chambres avec leur chariot pendant qu'elles font le ménage. Pour certaines directions d'hôtel, cette disposition est «non professionnelle» et facilite les vols. Mais les employées ne veulent pas être seules dans les chambres avec le client et la porte fermée: «Quand nous faisons couler l'eau, nous ne les entendons pas entrer», dit encore Elizabeth Moreno. Là où elle travaille, un contremaître est présent pendant le ménage

si le client est dans sa chambre, mais elles n'ont pas le droit de laisser la porte ouverte.

LE RIRE DE LA DIRECTION

Travaillant dans un hôtel d'Indianapolis depuis trente ans, une employée raconte que quand elle apporte des serviettes et du shampoing aux clients, il est fréquent que les hommes qui lui ouvrent la porte soient nus et qu'ils lui fassent des propositions ou pire encore. La direction est au courant, ajoute-t-elle, mais elle se contente d'en rire.

Andria Babbington, qui travaille dans un hôtel de Toronto, raconte elle aussi que les managers ont ri quand elle s'est plainte d'un client nu qui lui a demandé de le border dans son lit. «Le client ayant toujours raison, les hôtels sont complices de la culture du silence», affirme Annemarie Strassel, membre de Unite Here.

Les deux femmes de chambre de New York qui ont rapporté des agressions sexuelles sont toutes les deux syndiquées, et parce que les trois quarts des hôtels de la ville sont syndiqués, «New York est vraiment le mauvais endroit pour s'attaquer aux travailleuses des hôtels», a déclaré leur syndicat, le New York Hotel and Motel Trades Council.

Mais avoir un syndicat ne représente que la moitié de la bataille. Les femmes de chambre doivent aussi affronter les traditions sexistes. Selon Annemarie Strassel, «le problème est devenu si "ordinaire", que ce qui est primordial, c'est que les femmes sortent du silence et témoignent».

Il est déjà particulièrement difficile de rapporter des agressions sexuelles en dehors des lieux de travail, disent les spécialistes du viol, parce que la croyance dominante veut que celles-ci soient, partiellement ou totalement, de la faute des femmes. Et avant que

n'existent les tests ADN, les femmes étaient plus facilement encore traitées de menteuses.

En France, il y a même une expression coutumière pour désigner ce dont DSK est accusé. Ceux qui le défendent ont fait référence au «troussage de domestique», une tradition qui veut que les travailleurs domestiques soient sexuellement disponibles pour le maître de maison. (Bien entendu, ce n'est pas spécifique à la France, il n'y a qu'à voir le gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, qui a fait un enfant à la femme de chambre qui travaille chez lui depuis vingt ans.)

Si on ajoute à cela la volonté des directions d'hôtels de plaire aux clients et de balayer sous le tapis la mauvaise publicité que provoquent ces incidents, beaucoup de travailleuses subissent le harcèlement et les agressions comme faisant partie du travail. L'une d'entre elles a raconté au *New York Times* qu'elle portait sur elle un décapsuleur pour pouvoir se défendre.

Quand les travailleuses font état du comportement d'un client à la direction, celle-ci n'appelle que rarement la police. «Ceci doit rester confidentiel!» a-t-on objecté à des employées d'un hôtel du Texas après qu'une d'entre elles ait été «empoignée et pelotée» par un client nu à qui elle apportait le rasoir qu'il avait commandé. «Peu importe ce que nous disons, la direction écoutera toujours le client», déclare Hortensia Valera lors de sa prise de parole à Chicago.

PRENDRE CELA AU SÉRIEUX

Selon son avocat, l'employée qui a fait état de son agression par Dominique Strauss-Kahn est actuellement obligée de se cacher. Comme elle n'a pas été en mesure de retourner travailler en raison de la frénésie de publicité, ses soutiens collectent des fonds par l'entremise d'une Église communautaire. Et, selon le *Wall Street Journal*, on s'attend à ce que les avocats de

la défense dépensent un demi-million de dollars pour fouiller son passé dans le but de la discréditer.

Les arrestations de DSK et du banquier égyptien laissent penser que les accusations d'agressions vont être prises au sérieux, et depuis lors, selon les équipes syndicales, les travailleuses se sont senties libérées pour rapporter les incidents similaires.

Les législateurs de l'État de New York ont soumis un projet de loi qui obligerait les hôtels à afficher dans les chambres une «Déclaration des droits» des femmes de chambre, qui les obligerait à informer et à former celles-ci sur leurs droits ainsi qu'à les protéger des représailles quand elles font état des incidents dont elles sont les victimes.

Selon Annemarie Strassel, les directions d'hôtels ont de leur côté répondu à cette situation par un «silence assourdissant»; elle n'a eu connaissance que d'un seul cas où la direction se soit réunie spécifiquement sur cette question.

Des changements sont néanmoins annoncés dans les hôtels qui sont actuellement sous les projecteurs. À l'hôtel Pierre, un contremaître a été suspendu pour avoir omis d'agir après que l'employée eut rapporté l'agression du banquier égyptien. C'est en effet un autre contremaître qui avait, le lendemain, appelé la police. Le Sofitel et le Pierre annoncent que désormais les employées seront munies de systèmes d'alarme individuels.

Ce n'est pourtant pas suffisant selon les équipes syndicales. Les directions doivent «parler clairement aux femmes pour qu'elles sachent qu'elles ont le droit de parler et de dire les choses comme elles sont», a déclaré Andria Babbington à la presse: «Dites bien à vos clients qu'ils ne pourront pas s'en tirer! »